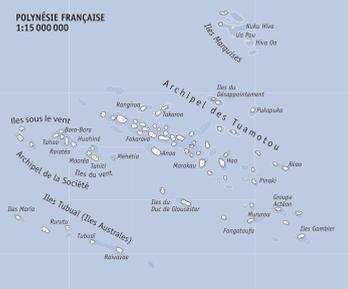




POLYNÉSIE FRANÇAISE  
1:15 000 000



**Bulletin trimestriel**

# Conjoncture économique

**N° 136 - Statistiques au 30/09/2008**

**Polynésie française**



---

*Synthèse  
de la conjoncture en  
Polynésie française*

---

# Synthèse de la conjoncture

## Détérioration de l'activité et modération de l'inflation

L'économie internationale ralentit progressivement depuis un an et marque le pas au troisième trimestre 2008. Ce phénomène, engendré par la correction de la bulle immobilière, la forte hausse jusqu'à l'été des prix des matières premières et les perturbations des marchés financiers liées à la crise des *subprimes*, s'est aggravé dans un contexte de chute des prix d'actifs et de hausse des pertes. La baisse de confiance entre les banques a entraîné une crise de liquidité et l'aggravation de la crise financière s'est répercutée sur l'économie réelle en raison notamment d'une baisse de la solvabilité. Le ralentissement économique intéresse, à des degrés divers, toutes les zones, aussi bien l'Europe que le Japon, les Etats-Unis et les économies émergentes. Dans le même temps, les tensions inflationnistes de l'été se sont atténuées, suite au repli des cours des matières premières et au ralentissement de l'activité mondiale. La détérioration marquée des perspectives de l'activité économique ne présage pas d'une reprise à court terme des moteurs de la croissance économique mondiale.

Malgré la bonne performance du second trimestre (0,7% en rythme trimestriel), la **croissance américaine** se replie de 0,1% au troisième trimestre (-0,3% en rythme annualisé). Ce ralentissement traduit le retournement de la consommation des ménages (qui enregistre sa première diminution depuis 1991<sup>1</sup>), alors que celle-ci représente en moyenne 70% de la croissance. La poursuite du recul de l'investissement, en particulier dans l'immobilier et les équipements informatiques, pénalise également la croissance mais dans une moindre mesure que les trimestres précédents. La dépense publique, stimulée par une hausse significative des dépenses militaires, et le commerce extérieur ont atténué ces contre-performances en contribuant positivement à la croissance. Le taux d'inflation (4,9% en septembre) a légèrement fléchi en raison d'un retournement des cours des matières premières mais reste à des niveaux historiquement élevés. Le taux directeur de la Réserve Fédérale, inchangé à 2% au cours du second trimestre, a été abaissé par 2 fois en octobre, revenant à 1%. Les rééquilibrages de portefeuille provenant des achats forcés de dollars américains de la part d'investisseurs en difficulté<sup>2</sup> ont contribué à

l'appréciation de la devise américaine<sup>3</sup> au cours du troisième trimestre.

Le **Japon** entre en récession avec un deuxième trimestre consécutif de baisse de son produit intérieur brut (-0,1% après -0,9%) en raison du recul important de l'investissement des entreprises, touchées par la chute de la demande des Etats-Unis et les difficultés rencontrées pour obtenir des financements<sup>4</sup>. Sur le trimestre, l'inflation est restée stable (2,1% en septembre, après un pic en juillet). Cette récession est la première au Japon depuis 2001, lors de l'éclatement de la "bulle Internet".

Concernant la **zone euro**, l'activité économique s'est également contractée sur les deux derniers trimestres (-0,2% sur chacun). L'Allemagne et l'Italie entrent en récession avec deux trimestres négatifs consécutifs (-0,5%, après -0,4%) et l'Espagne est en repli (-0,2% contre 0,1% au second trimestre). Toutefois, par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, le PIB de la zone euro a progressé de 0,7%. Le taux d'inflation annuel de la zone euro est en baisse par rapport au second trimestre, à 3,6% en septembre 2008 mais il était de 2,1% un an auparavant. Compte tenu des tensions inflationnistes persistantes à la fin du second trimestre, la BCE avait relevé son taux directeur à deux reprises au cours du troisième trimestre, portant le taux de refinancement à 4,25% mais elle l'a depuis baissé à deux reprises de 0,5 point, en octobre et novembre, le ramenant à 3,25%, soit son niveau d'octobre 2006.

Au **Royaume-Uni**, le PIB s'est contracté de 0,5% après une croissance nulle au second trimestre. Il s'agit de la première baisse depuis le début des années 1990. La Banque d'Angleterre a baissé à deux reprises (en octobre puis novembre) son taux directeur de 50 puis de 150 points de base, le ramenant à 3,0%.

En **France**, le produit intérieur brut augmente de 0,1% en volume après un deuxième trimestre négatif (-0,3%). On observe une légère reprise des dépenses de consommation des ménages et une moindre diminution de l'investissement du fait du rebond de la FBCF des entreprises; l'investissement des ménages et des administrations continue d'être en retrait, mais beaucoup moins fortement. Après une contribution négative au trimestre précédent, le solde

---

actifs pour rembourser leurs dettes. Afin de compenser leurs pertes et honorer leur engagement, ils deviennent donc demandeurs de dollars.

<sup>3</sup> Appréciation de 9% du dollar par rapport à l'euro entre le 1er juillet et le 30 septembre.

<sup>4</sup> Bien que les conditions d'obtention de crédits se sont moins durcies que dans d'autres économies avancées.

---

<sup>1</sup> -0,8% contre +0,3% au second trimestre, en rythme trimestriel.

<sup>2</sup> Les investisseurs, tels les hedge funds, qui se sont endettés pour acheter des actifs libellés en dollars américains sont entrés dans un processus de vente de ces

# Synthèse de la conjoncture

extérieur est neutre sur l'évolution du PIB, mais le déficit commercial continue de se creuser (-6,250 milliards d'euros). L'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) s'est légèrement redressé au troisième trimestre (0,1%) malgré une baisse notable dans l'industrie et dans l'intérim. L'inflation connaît un ralentissement (3% en glissement annuel fin septembre) qui devrait se poursuivre avec la diminution des prix de l'énergie.

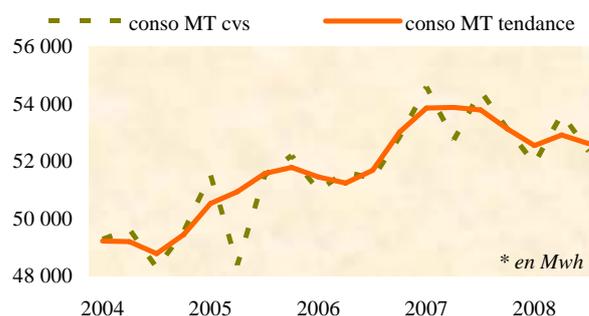
Enfin, s'agissant des **économies émergentes**, le ralentissement de l'activité observé au second trimestre se confirme sur le troisième trimestre et les vives tensions inflationnistes se sont également atténuées. Le PIB de la Chine a ralenti au troisième trimestre (2,1%, contre 2,4% au trimestre précédent, soit 9,0%, en rythme annualisé après 10,1% le trimestre précédent). Ce fléchissement est principalement imputable à la détérioration de la demande extérieure et à la fermeture d'usines pendant les Jeux Olympiques. Face au recul de l'inflation et à l'intensification des tensions financières au niveau mondial, la Banque populaire de Chine a abaissé ses taux directeurs à deux reprises en octobre, ramenant le taux de prêts interbancaires à un an à 6,6% et celui des dépôts à un an à 3,6%.

\*\*\*\*\*

En Polynésie française, les entreprises interrogées pour l'enquête de conjoncture de l'IEOM ressentent un ralentissement économique ; celui-ci est illustré par la diminution de 2% de la consommation d'électricité moyenne tension (155 578 Mwh sur les neuf premiers mois de 2008 contre 159 369 sur la même période en 2007) et le tassement du chiffre d'affaires global déclaré pour le versement de la TVA au premier semestre<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> 395 milliards contre 381 milliards de F CFP sur le premier semestre 2007, soit 3,7% en francs CFP courants et 1,2% en francs CFP constants.

## Consommation d'électricité moyenne tension\*



Source : EDT

Les dirigeants interrogés restent préoccupés par le poids de leurs charges d'exploitation et par la dégradation de leur situation de trésorerie, accentuée par les difficultés de recouvrement des créances sur la clientèle.

Une part croissante d'entre eux ont été contraints de réduire leurs effectifs ou de l'envisager. Les dernières estimations de l'ISPF montrent un fléchissement de l'indice de l'**emploi** salarié dans le secteur marchand sur les mois de juillet et août (-0,6% en glissement annuel)<sup>2</sup>.

Par ailleurs, l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC), +4,5% en glissement annuel en septembre après +2,6% en juin, indique une nette accélération de l'**inflation** ; celle-ci est due notamment à la revalorisation des tarifs de l'électricité (+18%) et de l'essence à la pompe (+13% pour le sans plomb) début juillet. Les entreprises indiquent avoir répercuté cette hausse sur leurs prix de vente, mais estiment ne pas en avoir enregistré d'effet positif sur leur trésorerie en raison des **retards de paiement** de la clientèle. Au troisième trimestre, l'encours des crédits d'exploitation s'est accru de 3% en glissement annuel (76,3 milliards de F CFP en septembre 2008 contre 74,1 un an auparavant).

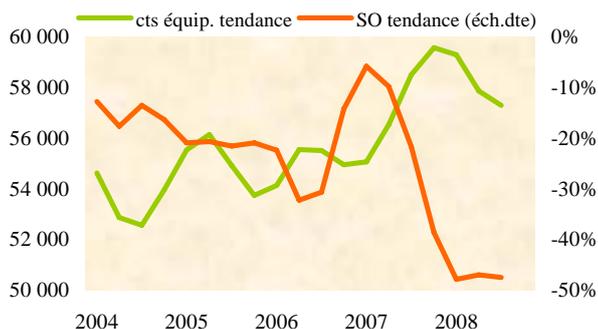
L'inflation a pesé sur la **consommation des ménages**. Les importations de biens de consommation (hors alimentaire) n'ont enregistré que +1,4% en glissement annuel sur les trois quarts de l'année (21 145 tonnes contre 20 844 de janvier à septembre 2007) et les immatriculations de véhicules neufs ont légèrement diminué (5 687 contre 5 712). Les ménages ont cependant continué de recourir à l'emprunt ; l'encours des crédits à la consommation

<sup>2</sup> Données provisoires.

# Synthèse de la conjoncture

a progressé de 9% en rythme annuel au troisième trimestre 2008 (103,2 milliards de F CFP contre 94,8 au 30 septembre 2007). Il en a été de même pour les crédits à l'habitat qui, avec +7% sur la période (149,5 milliards de F CFP contre 139,3), attestent du maintien relatif de l'investissement des ménages dans l'immobilier.

## Investissement des entreprises



Sources : ISPF enquête IEOM

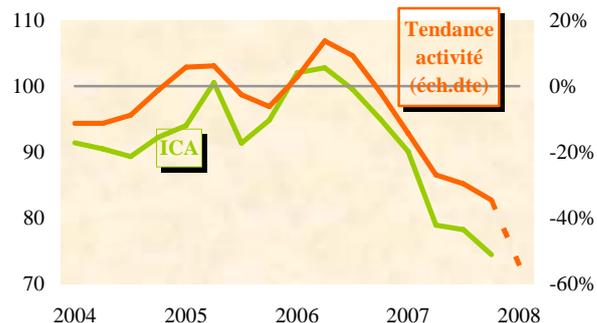
En ce qui concerne l'investissement des entreprises, l'enquête de conjoncture traduit un pessimisme certain des chefs d'entreprise. Néanmoins, l'encours des crédits à l'investissement continue de progresser, certes à un rythme moindre : +2,6% en glissement annuel (58,4 milliards de F CFP en septembre 2008 contre 56,9 un an plus tôt) contre 4,2% le trimestre précédent. De plus, on note une hausse de 20% en cumul des importations de biens d'équipement (25,4 milliards de F CFP de janvier à septembre 2008 après 21,2 milliards de F CFP de janvier à septembre 2007), ce qui laisse présager une reprise de l'investissement<sup>1</sup>.

\*\*\*\*\*

Les opinions relevées par l'enquête du troisième trimestre se retrouvent dans la plupart des secteurs de l'économie locale. Elles sont résumées dans l'indicateur de climat des affaires (ICA). Sa chute provient essentiellement de l'allongement des délais de paiements et des craintes pour l'activité future.

<sup>1</sup> Sur les neuf premiers mois de l'année, la valeur des importations d'équipements mécaniques a crû de 24% en glissement annuel et de celles des importations d'équipements électriques et électroniques de 17%.

## Evolution de l'indice du climat des affaires (ICA)



Source: enquête IEOM

Les entreprises du **secteur primaire** sont fragilisées. Les branches tournées vers les marchés extérieurs ont particulièrement souffert : en cumul de janvier à septembre, les exportations de poissons ont diminué de plus d'un tiers (319 tonnes contre 510 en 2007). Il en a été de même pour les perles brutes dont les recettes d'exportations sont passées à 3,7 milliards de F CFP contre 7,6 un an plus tôt. Les difficultés de cette activité ont entraîné la mise en règlement judiciaire du GIE Perles de Tahiti

Les agriculteurs, pour leur part, ont subi des conditions climatiques difficiles, liées au phénomène de la Niña et caractérisées par un manque de précipitations qui pèse sur les rendements agricoles. Les exportations de vanille ont baissé de 25% en glissement annuel, 5,6 tonnes sur la période janvier septembre contre 7,5 un an auparavant.

Dans l'**industrie**, l'attentisme a également prévalu ; les stocks sont parfois jugés élevés. Les exportations en volume de produits alimentaires ont baissé de 12% sur la période (6 600 tonnes sur les trois premiers trimestres 2008 contre 7 461 l'année précédente) et celles de monoï de 28% (188 tonnes contre 262).

L'opinion des entreprises du **BTP** se replie légèrement et elles ont ajusté leurs effectifs à la baisse. Les dépenses liquidées par les pouvoirs publics ont été en retrait, -24% en glissement annuel pour celles de la Direction de l'équipement (4,9 milliards de F CFP sur neuf mois en 2008 contre 6,4 l'année précédente) et -13% pour celles de l'Aviation civile (1,3 milliard de F CFP contre 1,5). La construction privée a été perturbée par la suspension du dispositif des prêts bonifiés (PHB et PAB), situation qui s'est débloquée en novembre. Face à un volume d'affaires estimé peu satisfaisant, les entreprises jugent leurs stocks de matières premières

# Synthèse de la conjoncture

supérieurs aux besoins. Les importations de ciment se sont cependant légèrement accrues (97 521 tonnes contre 94 619 de janvier à septembre 2007) alors que pour le bois transformé, elles ont diminué de 9% (24 100 tonnes contre 26 542).

Le **commerce** a subi l'affaiblissement de la consommation des ménages. En dépit des baisses de prix consenties, le volume d'affaires des commerçants n'a pas progressé selon leurs attentes et leurs stocks de marchandises sont estimés trop importants au regard des capacités d'absorption du marché local.

La haute saison touristique n'a pas entraîné de reprise dans l'**hôtellerie**. Le choix d'une politique de limitation des effectifs et de rabais tarifaires semble avoir été privilégié, ce qui a entraîné des conséquences sur les trésoreries. Selon l'enquête mensuelle de fréquentation hôtelière réalisée par l'ISPF, le revenu moyen par chambre s'est réduit de 13% en glissement annuel sur les mois de juillet à septembre. En outre, le coefficient moyen de remplissage des chambres de l'hôtellerie internationale a continué de se dégrader (62,1% en septembre 2008 contre 66,4% en septembre 2007 et 72,2% en septembre 2006)<sup>1</sup>.

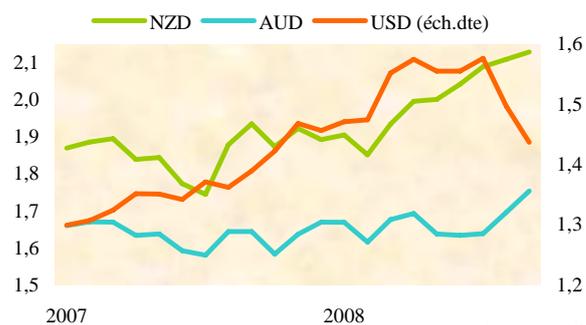
Avec seulement 150 395 visiteurs étrangers entre janvier et septembre 2008, la fréquentation touristique s'est inscrite en repli de 8,3% en glissement annuel (163 931 entre janvier et septembre 2007), en deçà des performances de l'Océanie, créditée de +0,4% en glissement annuel sur les huit premiers mois de l'année par l'Organisation mondiale du tourisme. Les principaux marchés émetteurs de la Polynésie française<sup>2</sup> ont été affectés à divers degrés par l'évolution des taux de change et de la surcharge carburant<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Alors que la capacité réceptive s'est étoffée, 100 315 chambres offertes à la location en septembre 2008 contre 93 391 en septembre 2006 (+7%), le nombre de chambres vendues a poursuivi sa baisse, -8% en deux ans (62 263 contre 67 447).

<sup>2</sup> Europe (-2%), Etats-Unis (-12,8%), Japon (-16,3%), Pacifique (-15%).

<sup>3</sup> De 198 à 270€ selon les compagnies aériennes, représentant un surplus souvent supérieur à 10% du prix total du billet.

## Cours de l'euro en devises (my.mensuelle)



Source : BDF

Enfin, les **services marchands** ont à nouveau indiqué une contraction de leur activité et de leurs carnets de commandes et leurs intentions de réduire leurs effectifs. Les responsables interrogés évoquent des hausses de prix de vente et la persistance de problèmes de trésorerie.

\*\*\*\*\*

Les perspectives pour les trois derniers mois de l'année sont moroses d'après les participants de l'enquête de conjoncture, notamment en matière d'emploi.

Hormis les dirigeants de l'agroalimentaire qui espèrent un maintien autour de l'équilibre de leur trésorerie grâce à l'accélération des règlements de la clientèle et un accroissement des prix de vente, les autres secteurs anticipent une dégradation de leur situation financière.



---

## *Annexes statistiques*

---

# *Note méthodologique*

---

L'IEOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données **économiques quantitatives** issues de sources administratives (ISPF, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) ;
- des **données monétaires** issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEOM ;
- les **résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEOM** réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

## Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", "stabilité" ou "dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

## Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

## Indicateur de climat des affaires

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composantes principales, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

## **1. Vue d'ensemble**

<i>1.1 Les entreprises</i> .....	12
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises .....	12
1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois .....	13
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité.....	14
<i>1.2 Les ménages</i> .....	16
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages .....	16
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages.....	16
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages.....	16
<i>1.3 Les indicateurs macroéconomiques</i>	
1.3.1 L'emploi .....	18
1.3.2 Les prix .....	18
1.3.3 Les salaires.....	19
1.3.4 Le commerce extérieur .....	19
1.3.5 L'énergie .....	20

## **2. Analyse sectorielle**

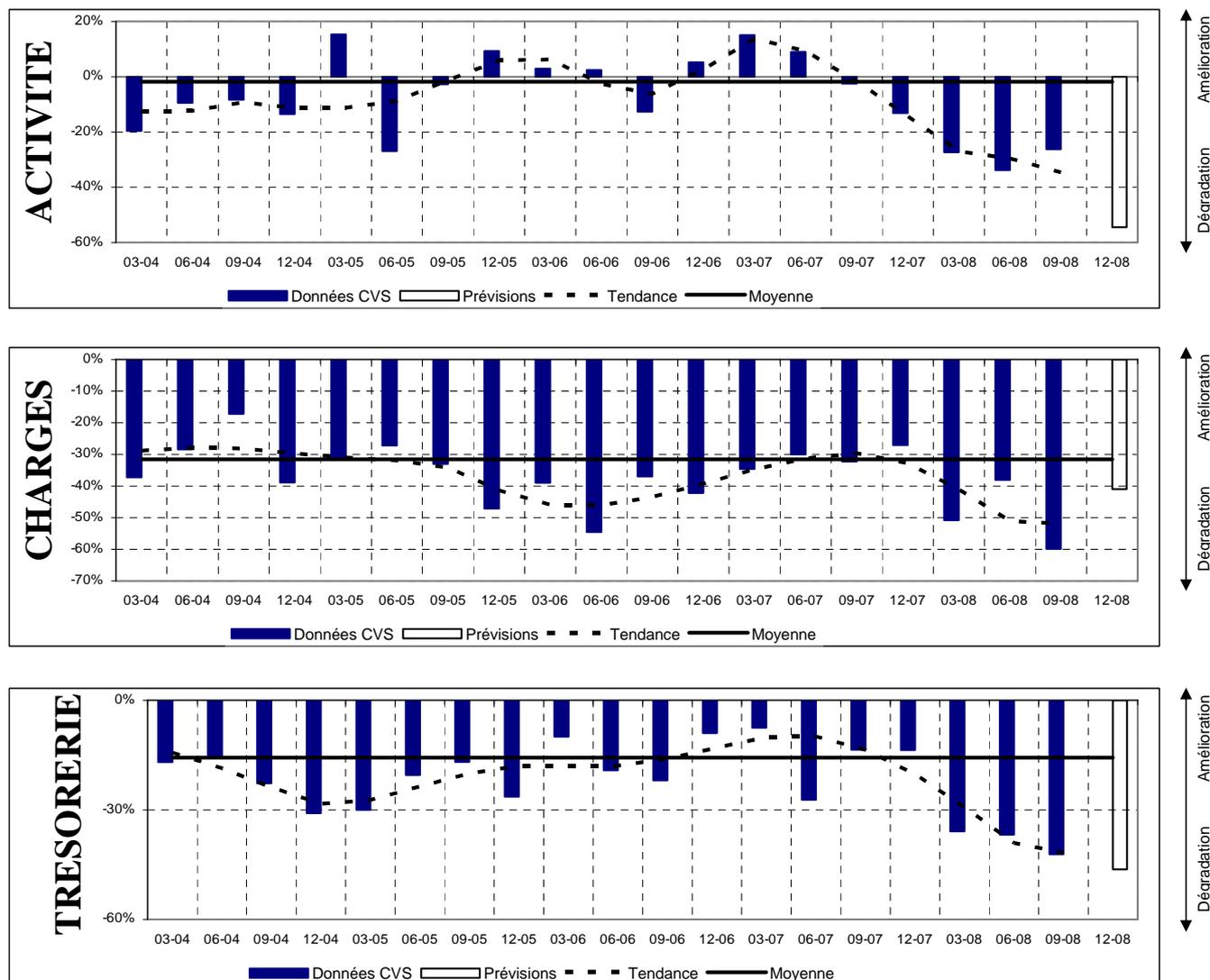
<i>2.1 Secteur primaire</i>	22
<i>2.2 Industrie agroalimentaire</i>	24
<i>2.3 Autres industries</i>	26
<i>2.4 Bâtiment et travaux publics</i>	28
<i>2.5 Commerce</i>	30
<i>2.6 Hôtellerie – Tourisme</i>	34
<i>2.7 Services marchands</i>	36

# 1. Vue d'ensemble

## 1.1 Les entreprises

### 1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 30 septembre 2008<sup>1</sup>  
Soldes d'opinions<sup>2</sup> CVS avec un taux de représentativité de l'enquête de 19 %<sup>3</sup>

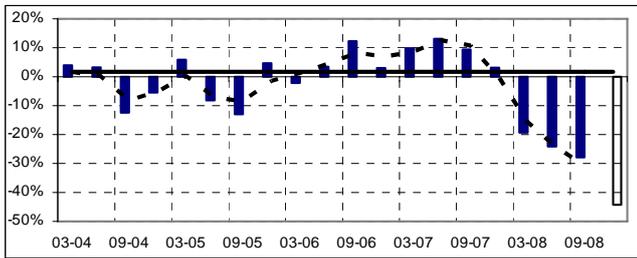


<sup>1</sup> L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 262 entreprises dont 134 ayant répondu.

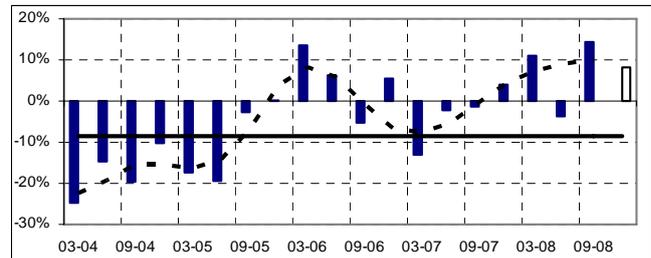
<sup>2</sup> La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

<sup>3</sup> Taux de représentativité de l'enquête = effectifs des entreprises ayant répondu à l'enquête / effectifs totaux déclarés à la CPS au 31 décembre 2007.

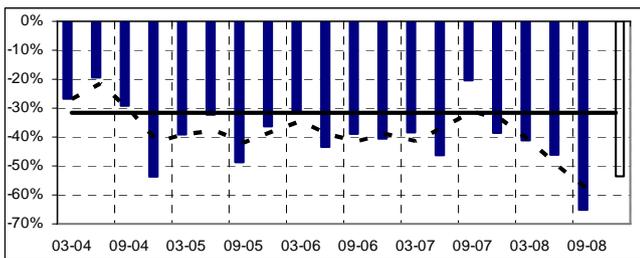
**Effectifs**



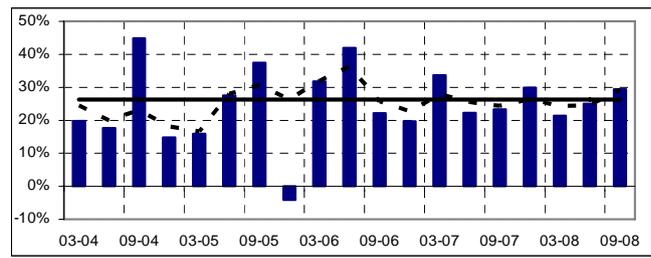
**Prix**



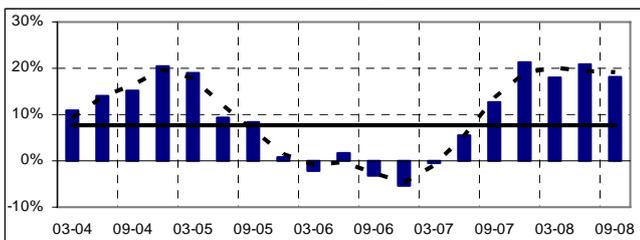
**Délais de paiement**



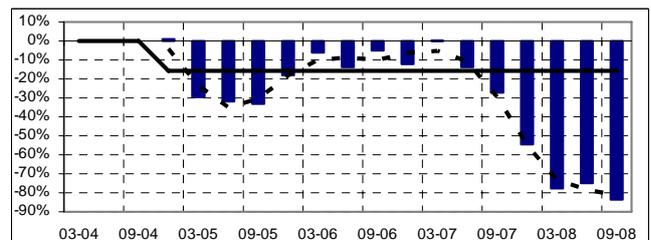
**Stocks de produits finis**



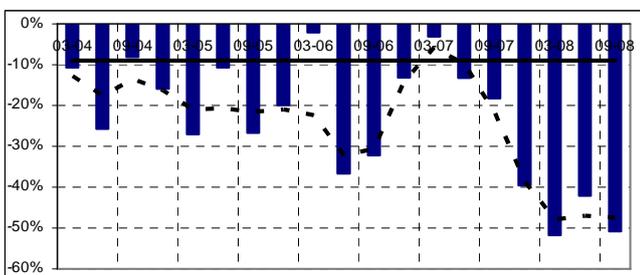
**Stocks de matières premières**



**Carnet de commande**



**PREVISION D'INVESTISSEMENT**



**SITUATION DES STOCKS**

Par rapport à la normale

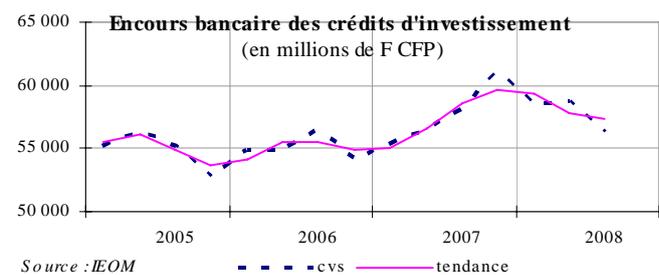
Produits finis	Matières premières
Supérieur	Supérieur
➔	➔

## 1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois

### Les biens d'équipement professionnels



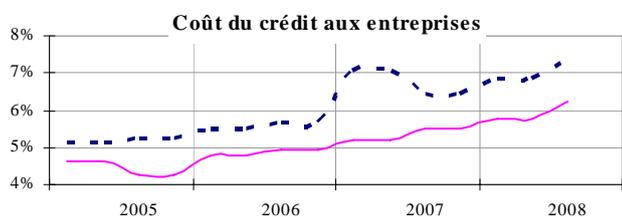
### Le financement des investissements



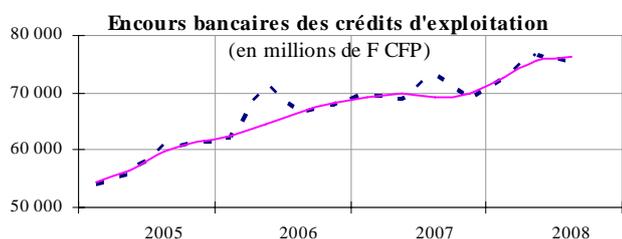
# 1.1 Les entreprises

## 1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité

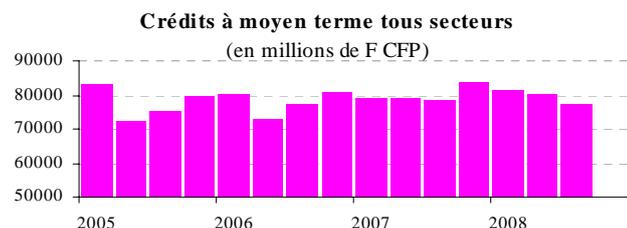
### Les conditions de financement



Source : IEOM - ■ court terme — moyen et long terme

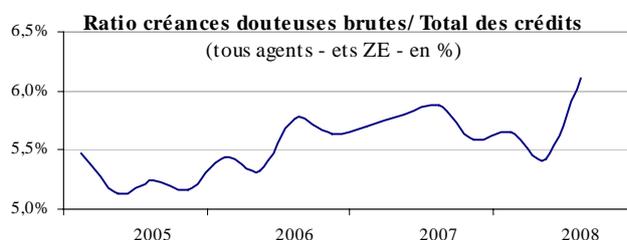


Source : IEOM - ■ cvs — tendance

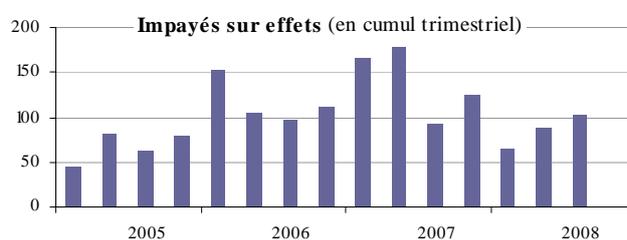


Source : IEOM - Service central des risques

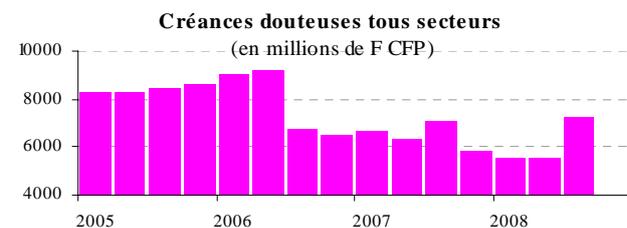
### Les indicateurs de vulnérabilité



Source : IEOM - — série brute



Source : ISPF - ■ série brute

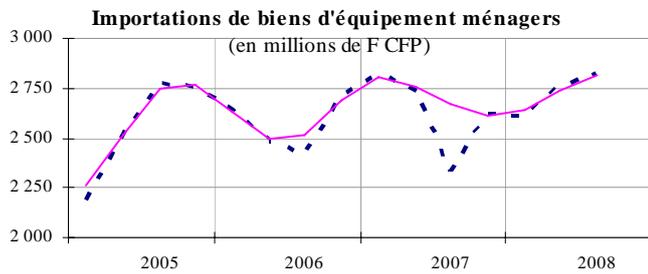


Source : IEOM - Service central des risques

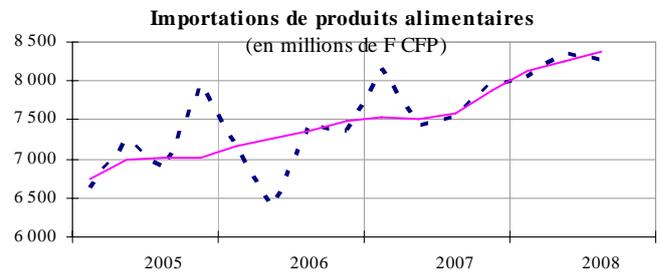


## 1.2 Les ménages

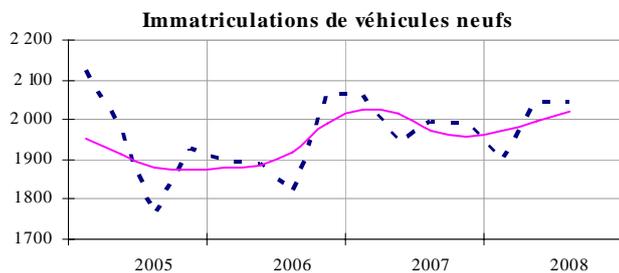
### 1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages



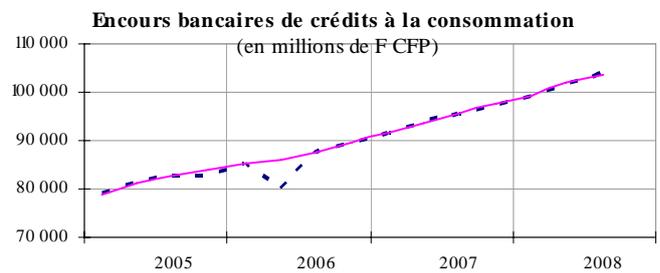
Source : ISPF



Source : ISPF

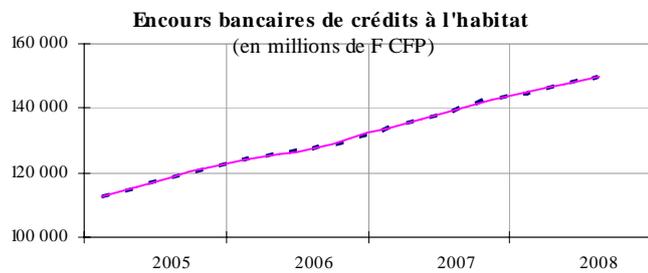


Source : ISPF

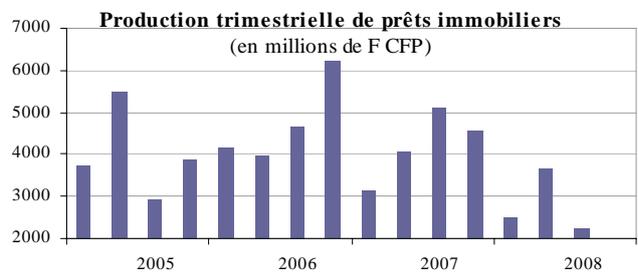


Source : IEOM

### 1.2.2 L'investissement immobilier des ménages



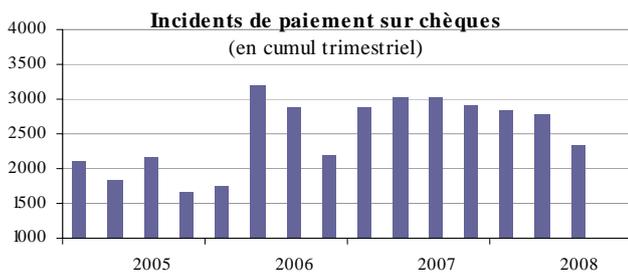
Source : IEOM



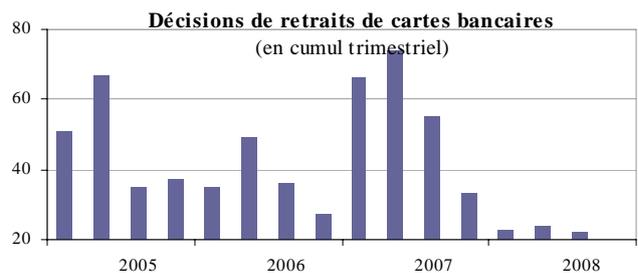
Source : EC locaux

### 1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

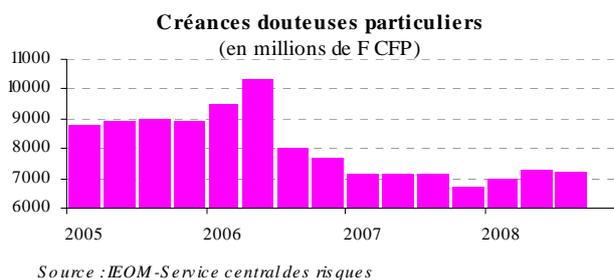
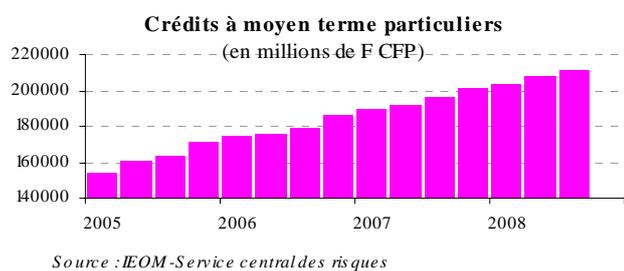
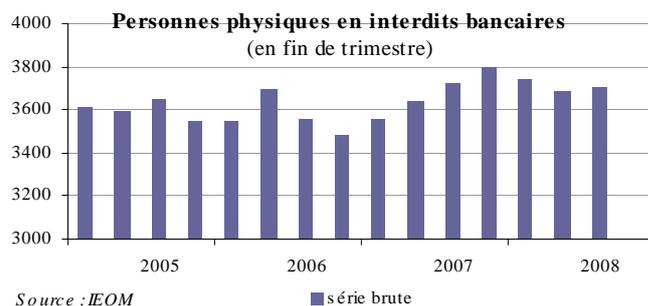
#### Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation des moyens de paiement



Source : IEOM

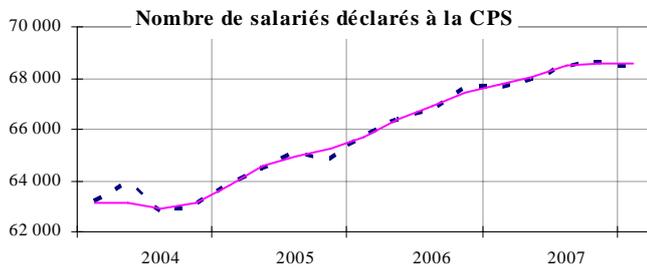


Source : IEOM



## 1.3 Les indicateurs macroéconomiques

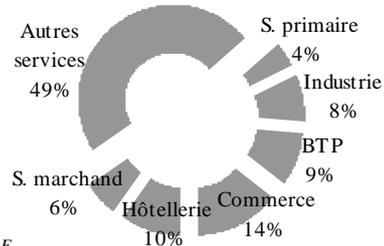
### 1.3.1 L'emploi



Source : ISPF

--- cvs — tendance

Répartition au 31 mars 2008



Source : ISPF

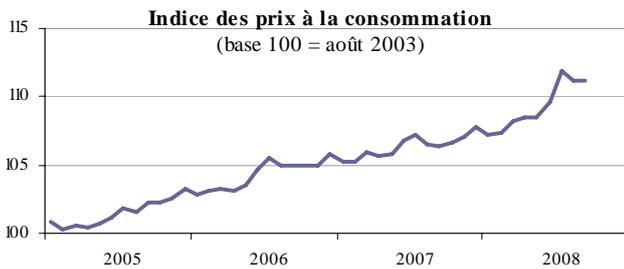
#### EMPLOI

(Source : CPS)

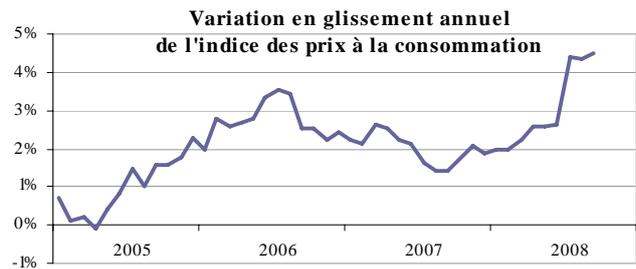
Nombre de salariés déclarés à la CPS (fin de trimestre)

	T1 07	T4 07	T1 08	△trim.	△en glisst annuel
Nombre de salariés déclarés à la CPS (fin de trimestre)	67 205	69 056	67 939	-1,6%	1,1%

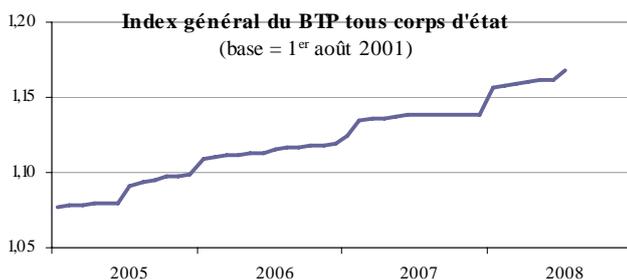
### 1.3.2 Les prix



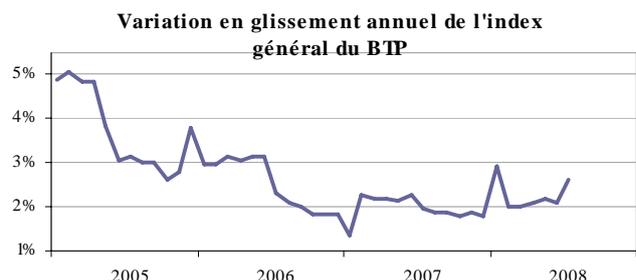
Source : ISPF



Source : ISPF



Source : ISPF



Source : ISPF

#### PRIX

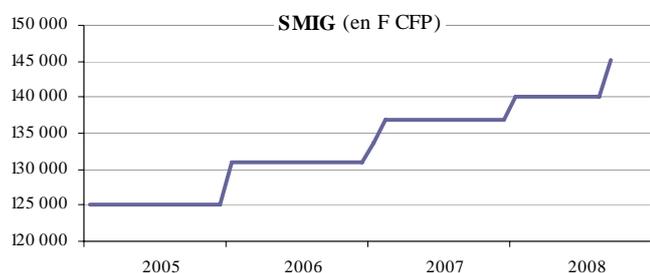
(Source : ISPF)

Indice des prix à la consommation (base 100 : décembre 2007)

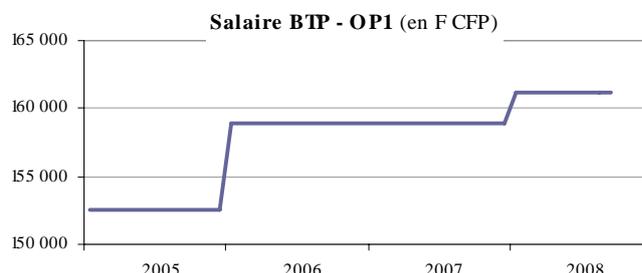
	sept-07	mars-08	juin-08	sept-08	△trim.	△ en glisst annuel
Indice des prix à la consommation (base 100 : décembre 2007)	106,4	100,4	101,7	111,2	9,4%	4,5%

## 1.3 Les indicateurs macroéconomiques

### 1.3.3 Les salaires



Source : Inspection du travail

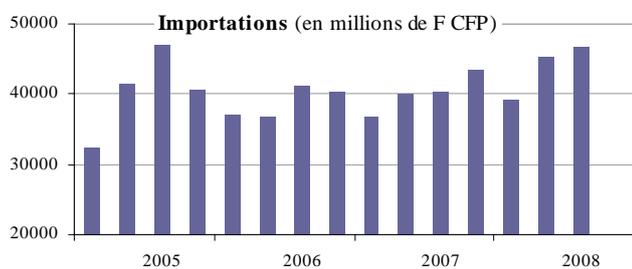


Source : Inspection du travail

#### SALAIRES MENSUELS BRUTS

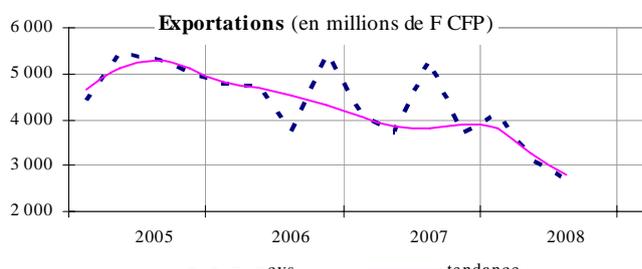
	sept-06	sept-07	sept-08	$\Delta$ en glisst annuel 2008/2007    2007/2006	
Salaire minimum interprofessionnel garanti	131 000	137 000	145 306	6,1%	4,6%
Salaires de l'industrie - employé 1er échelon	131 000	137 000	145 306	6,1%	4,6%
Salaires du BTP - OP 1	158 957	158 957	161 182	1,4%	0,0%
Salaires du commerce - employé 1ère catégorie	131 000	137 000	145 306	6,1%	4,6%
Salaires de l'hôtellerie - employé 1ère catégorie	131 000	137 000	145 306	6,1%	4,6%
Salaires des banques et sociétés financières - employé 1ère catégorie	131 000	137 000	145 306	6,1%	4,6%

### 1.3.4 Le commerce extérieur



Source : ISPF

■ série brute



Source : ISPF

--- cvs    — tendance

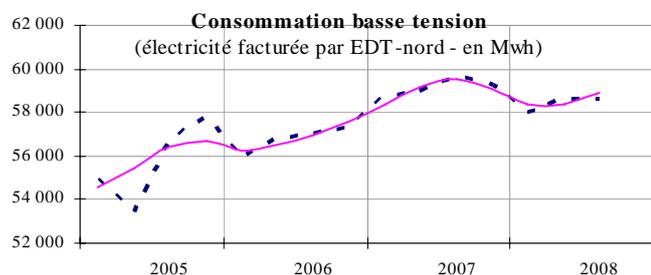
#### COMMERCE EXTERIEUR

(Source : ISPF)

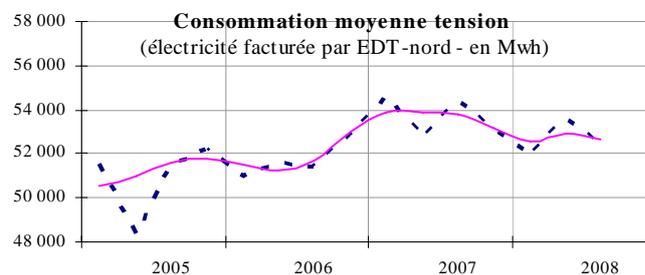
	T3 07	T2 08	T3 08	Cumul 2008	$\Delta$ trim.	$\Delta$ en glisst annuel
<b>Importations</b>						
En valeur (en millions de F CFP)	40 384	45 219	46 655	131 118	3,2%	15,5%
En volume (en tonnes)	230 017	229 698	238 145	1 317 126	3,7%	3,5%
<b>Exportations</b>						
En valeur (en millions de F CFP)	5 333	2 892	2 745	9 367	-5,1%	-48,5%
En volume (en tonnes)	5 155	3 453	4 975	27 346	44,1%	-3,5%
<b>Taux de couverture</b>	<b>13,2%</b>	<b>6,4%</b>	<b>5,9%</b>	<b>7,1%</b>	-	-

## 1.3 Les indicateurs macroéconomiques

### 1.3.5 L'énergie



Source : SPF    ■ ■ ■ cvs    — tendance



Source : SPF    ■ ■ ■ cvs    — tendance

<b>ENERGIE</b> (Source : EDT-Nord)	T3 07	T2 08	T3 08	Cumul 2008	$\Delta$ trim.	$\Delta$ en glisst annuel
Electricité produite (en MWh)	130 933	137 003	128 010	403 423	-6,6%	-2,2%
Electricité consommée (en MWh)	107 947	113 524	105 251	331 205	-7,3%	-2,5%
Basse tension	56 778	60 052	55 946	175 627	-6,8%	-1,5%
Moyenne tension	51 169	53 472	49 305	155 578	-7,8%	-3,6%

---

## *2. Analyse sectorielle*

---

*2.1 Agriculture, pêche et perliculture*

*2.2 Industrie agroalimentaire*

*2.3 Autres industries*

*2.4 Bâtiment et travaux publics*

*2.5 Commerce*

*2.6 Hôtellerie – Tourisme*

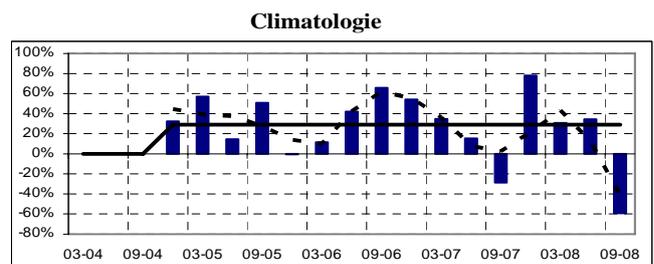
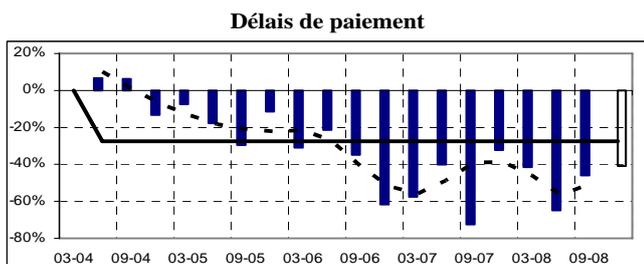
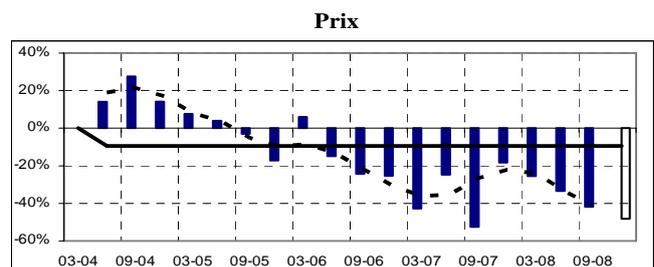
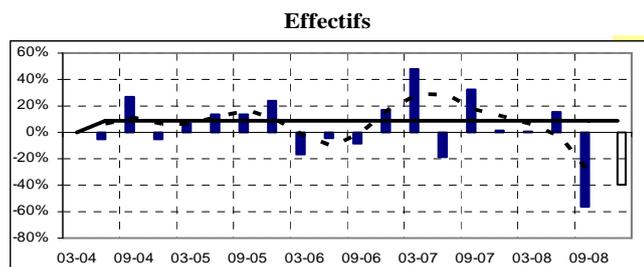
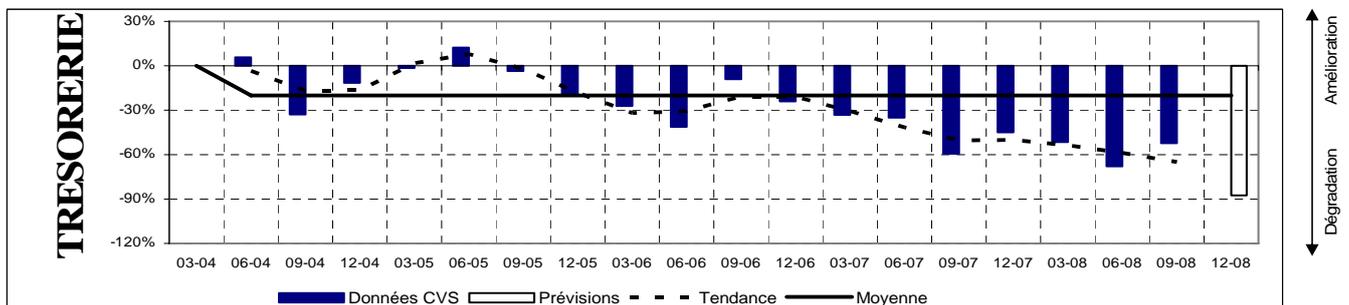
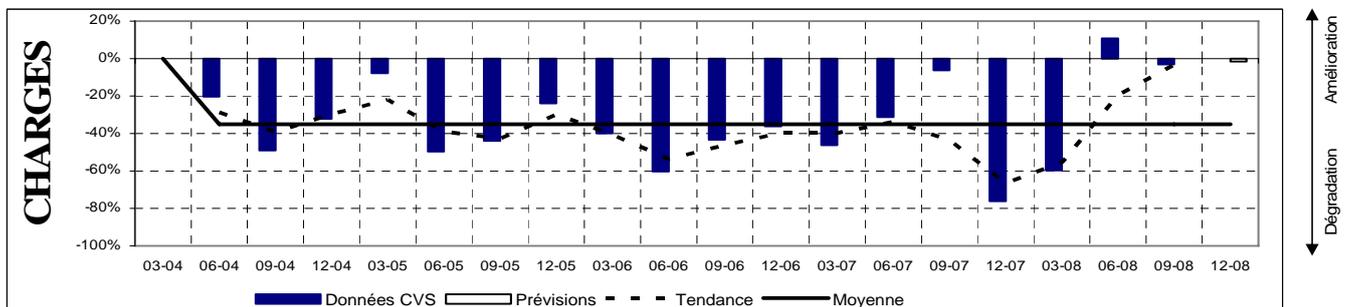
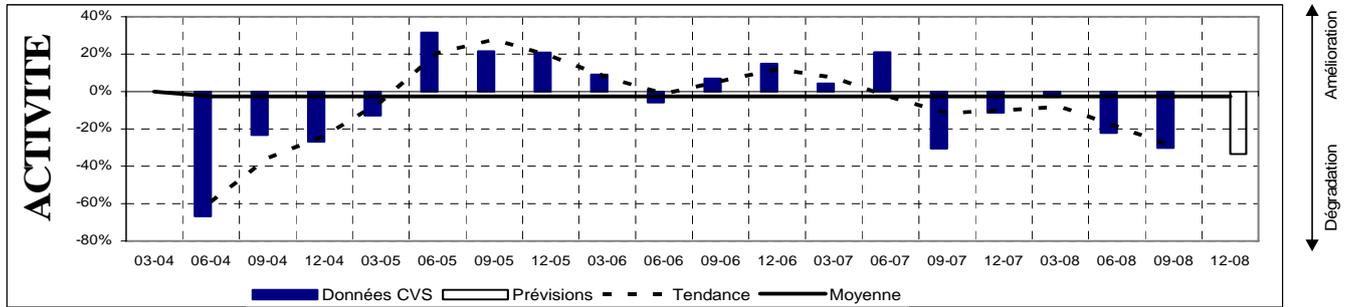
*2.7 Services marchands*

## 2. Analyse sectorielle

### 2.1 Secteur primaire

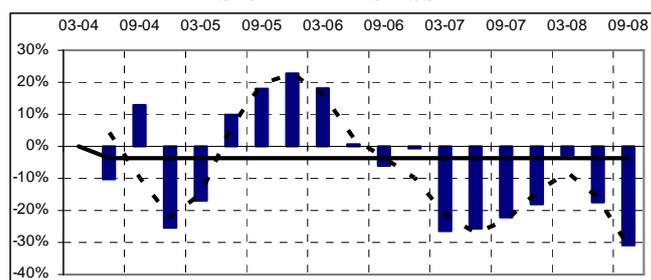
#### 2.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « secteur primaire <sup>1</sup> »

##### Soldes d'opinion au 30 septembre 2008 – CVS

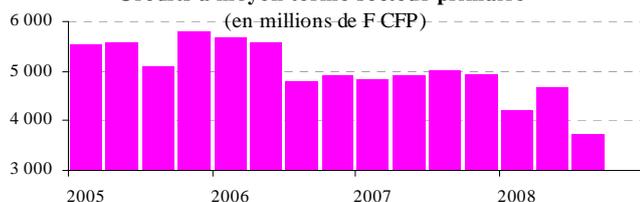


<sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 27 entreprises du secteur primaire dont 10 ayant répondu.

### PREVISION D'INVESTISSEMENT

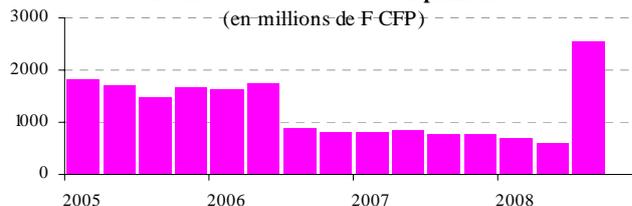


### Crédits à moyen terme secteur primaire



Source : IEOM-Service central des risques

### Créances douteuses secteur primaire



Source : IEOM-Service central des risques

### PRODUCTION en tonnes

(Source : Caisse de soutien des prix)

Coprah

	T3 07	T2 08	T3 08	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Coprah	2 436	2 332	2 919	25,2%	19,8%

### EXPORTATIONS en tonnes

(Source : ISPF)

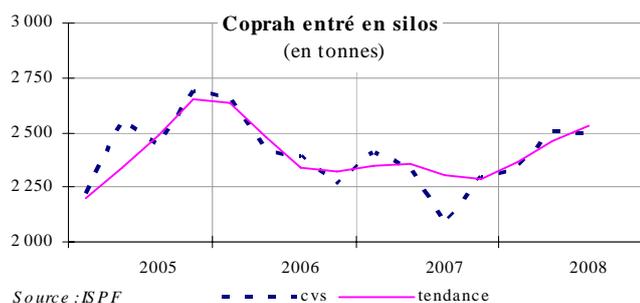
Vanille

Perles

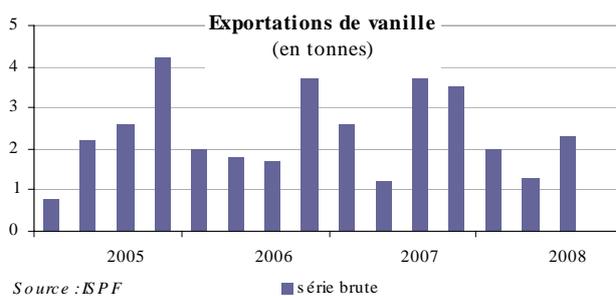
Poissons et crustacés

	T3 07	T2 08	T3 08	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Vanille	3,7	1,3	2,3	76,9%	-37,8%
Perles	2,27	0,85	0,89	4,7%	-61,0%
Poissons et crustacés	254	92	161	75,0%	-36,8%

## 2.1.2 Agriculture

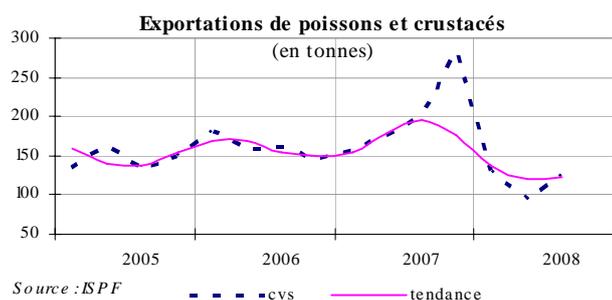


Source : ISPF

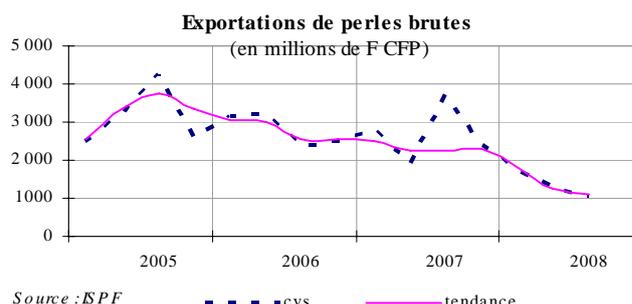


Source : ISPF

## 2.1.3 Pêche et perliculture



Source : ISPF

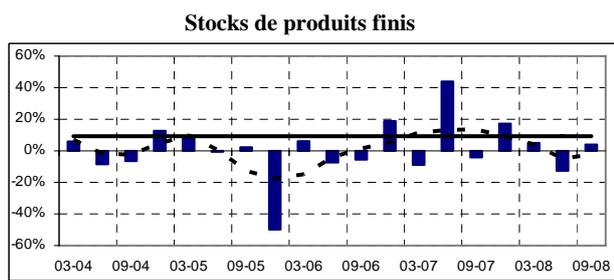
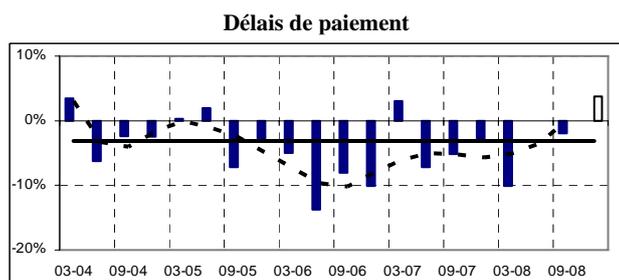
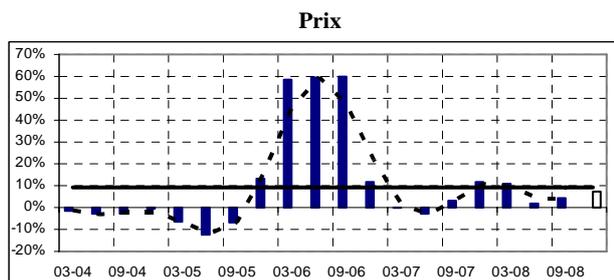
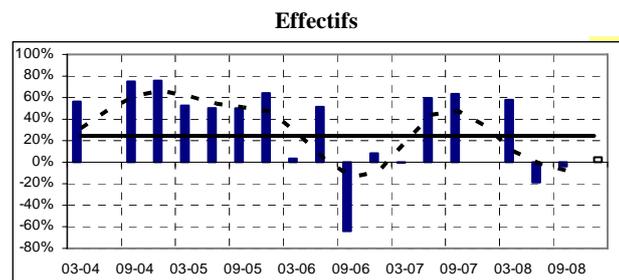
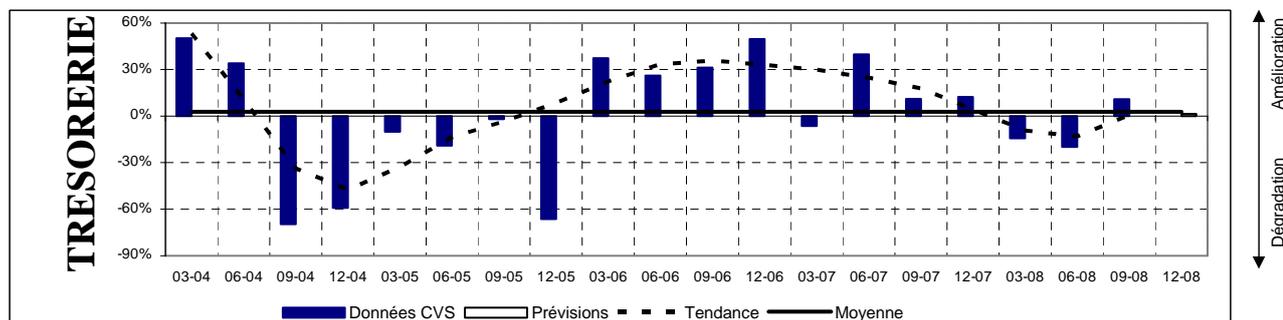
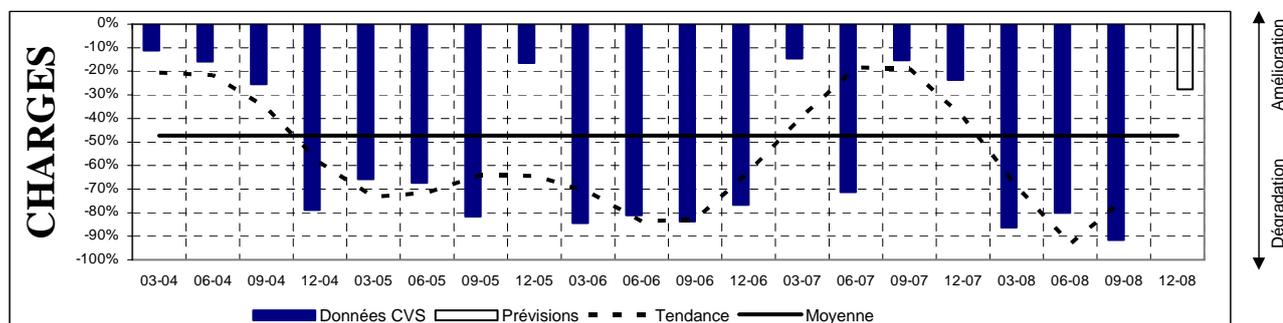
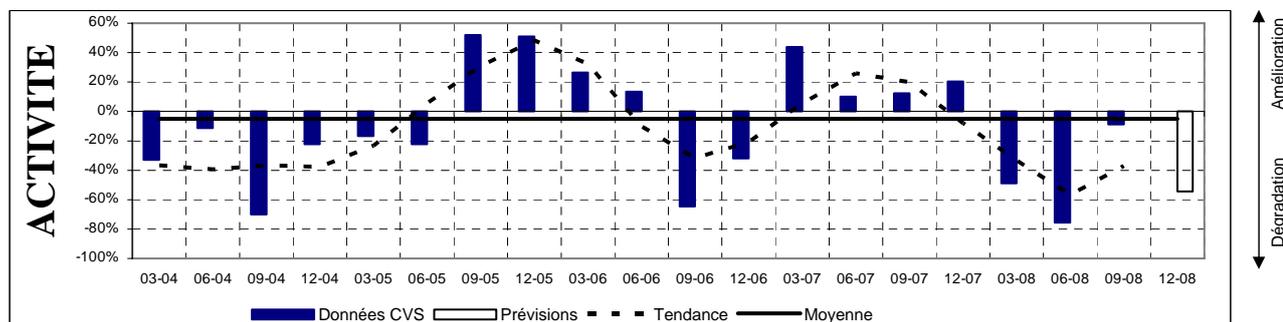


Source : ISPF

## 2.2 Industrie agroalimentaire

### 2.2.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises de l' « industrie agroalimentaire <sup>1</sup> »

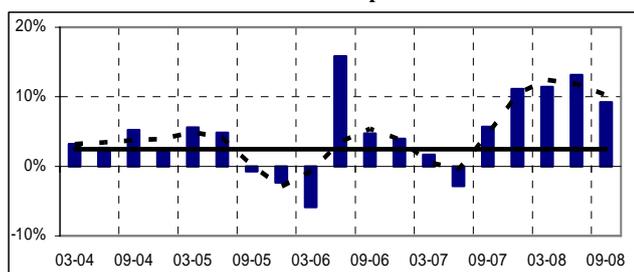
#### Soldes d'opinion au 30 septembre 2008 – CVS



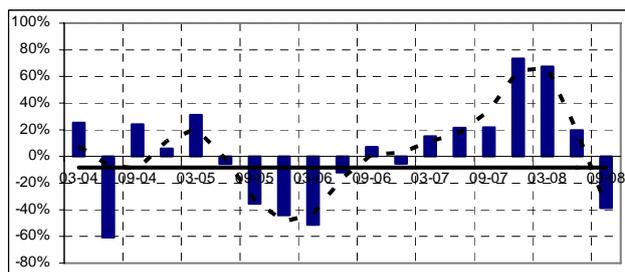
<sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agroalimentaire dont 9 ayant répondu.

## 2.2 Industrie agroalimentaire

Stocks de matières premières



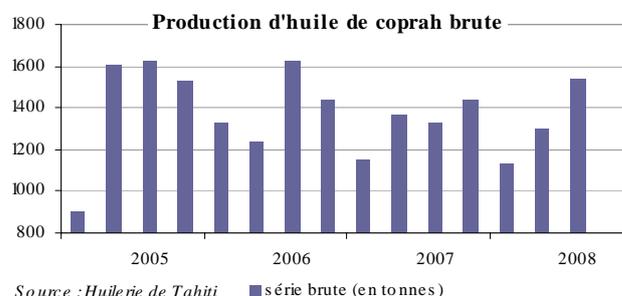
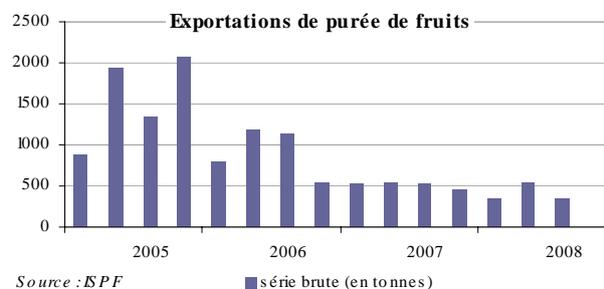
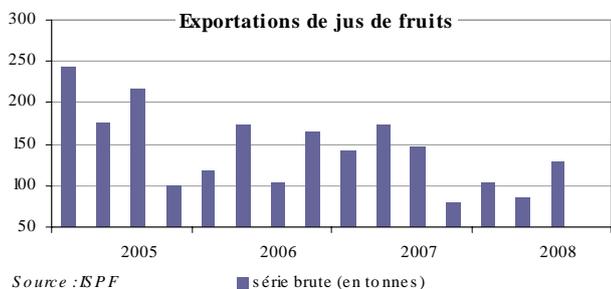
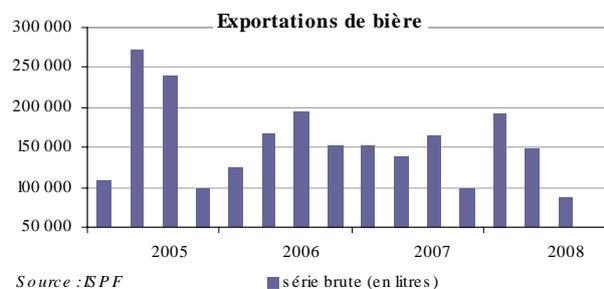
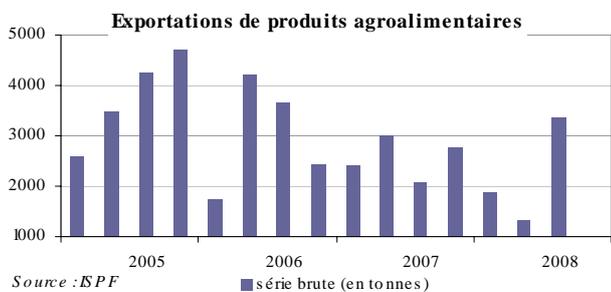
PREVISION D'INVESTISSEMENT



### EXPORTATIONS en tonnes

(Source : ISPF)

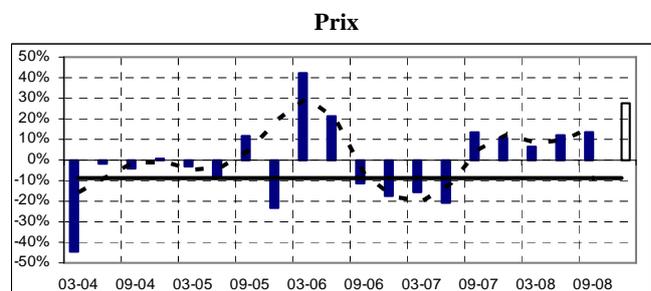
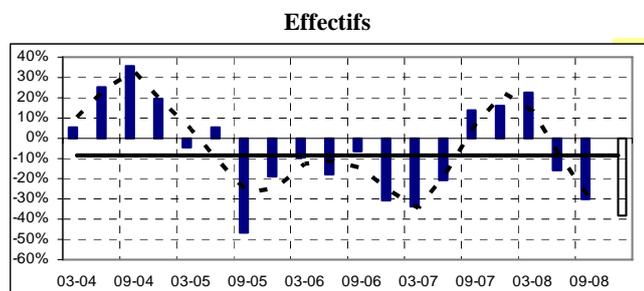
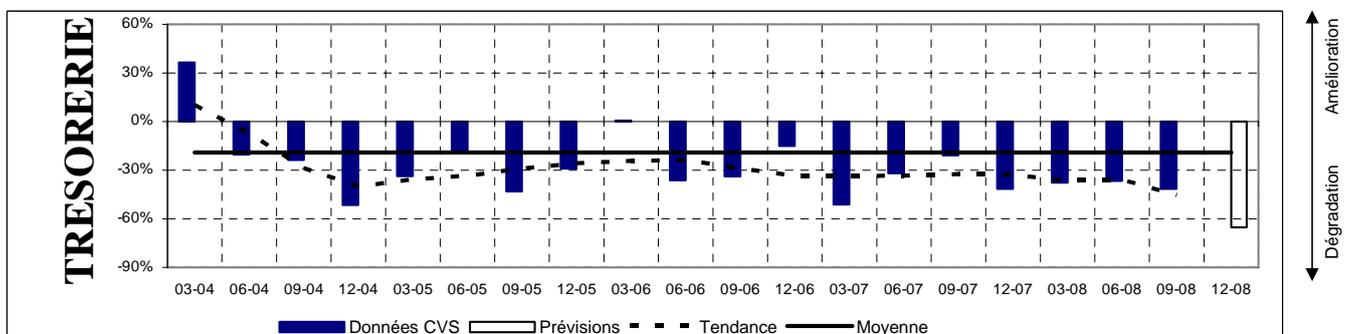
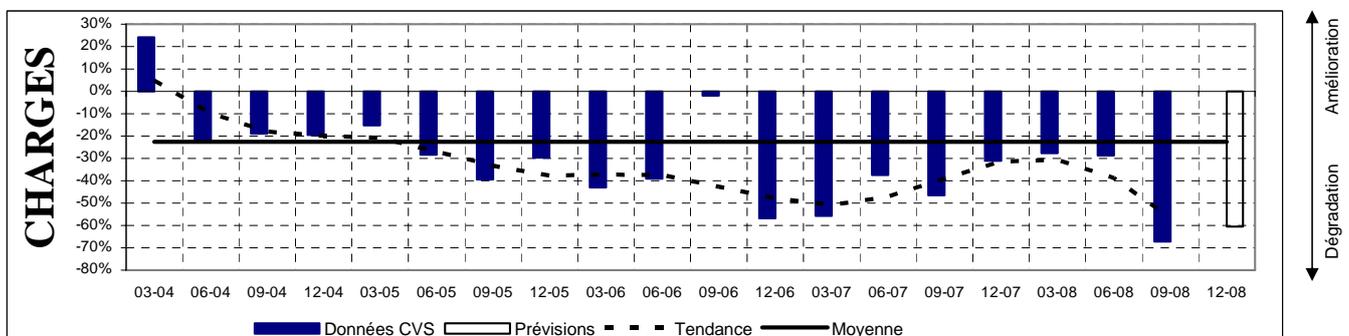
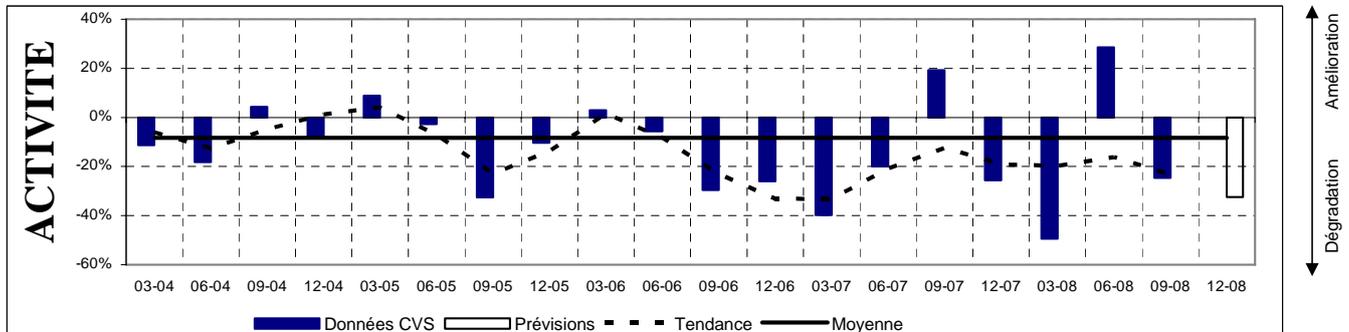
	T3 07	T2 08	T3 08	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Produits alimentaires	2 056	1 324	3 382	155,3%	64,5%
Nono (purée et jus)	675	626	473	-24,4%	-30,0%



## 2.3 Autres industries

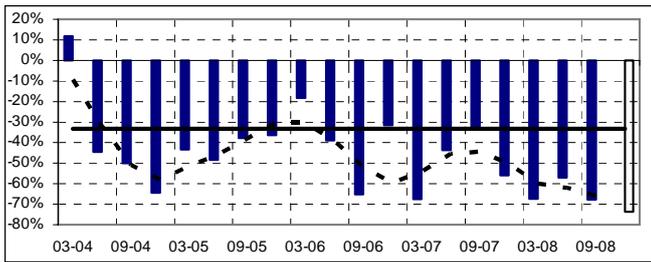
### 2.3.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises des « autres industries <sup>1</sup> »

#### Soldes d'opinion au 30 septembre 2008 – CVS

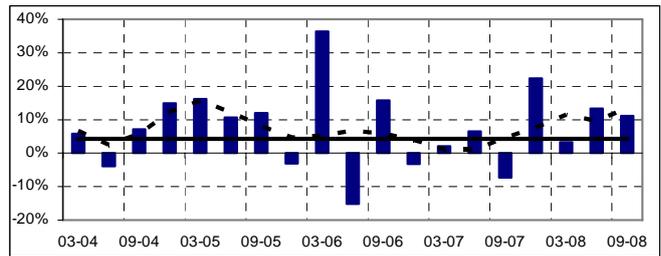


<sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 30 entreprises de l'industrie hors agroalimentaire dont 17 ayant répondu.

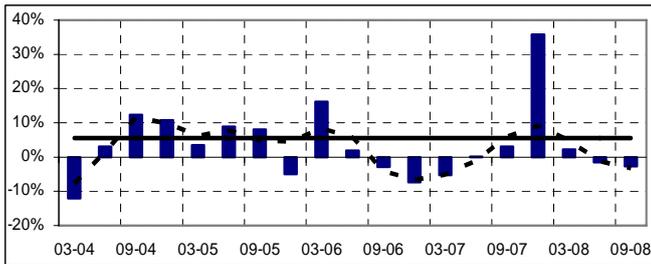
### Délais de paiement



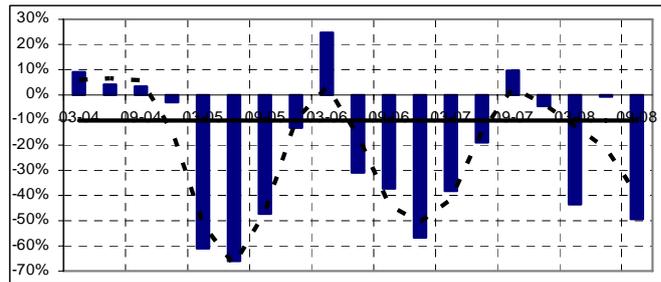
### Stocks de produits finis



### Stocks de matières premières



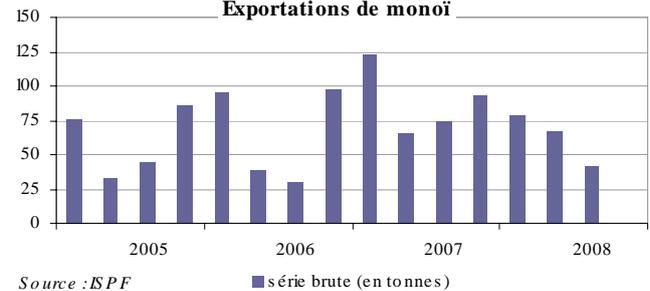
### PREVISION D'INVESTISSEMENT



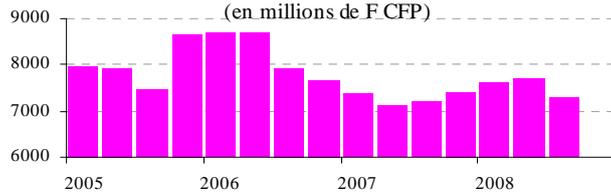
### Exportations de savon



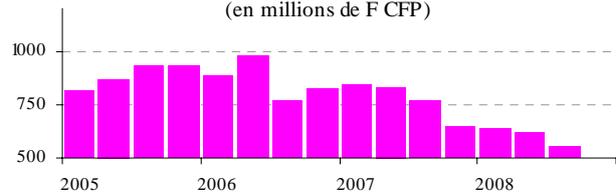
### Exportations de monoi



### Crédits à moyen terme industrie (en millions de F CFP)



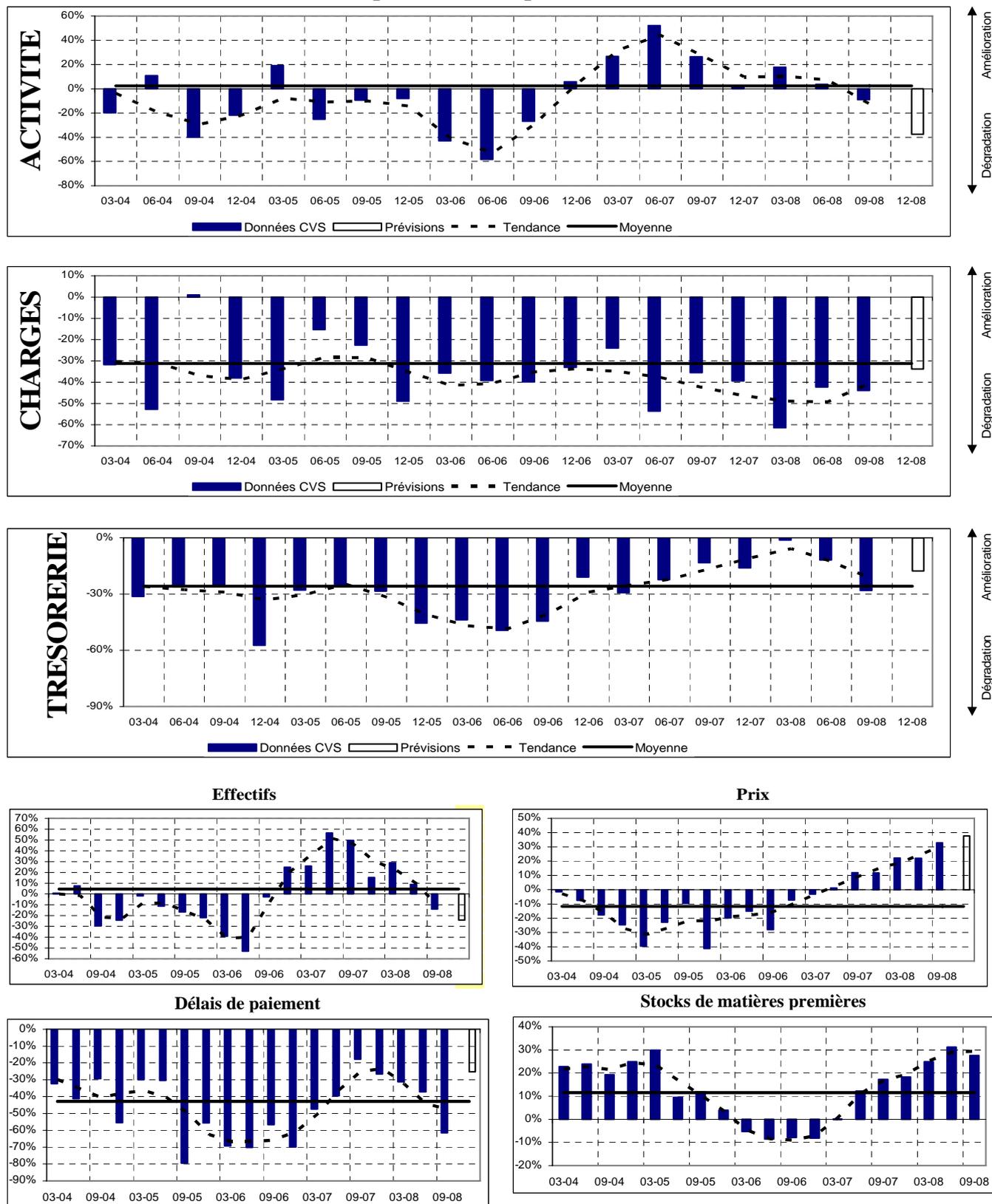
### Créances douteuses industrie (en millions de F CFP)



## 2.4 Bâtiment et travaux publics

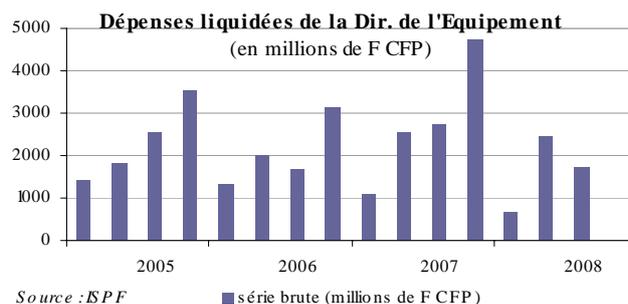
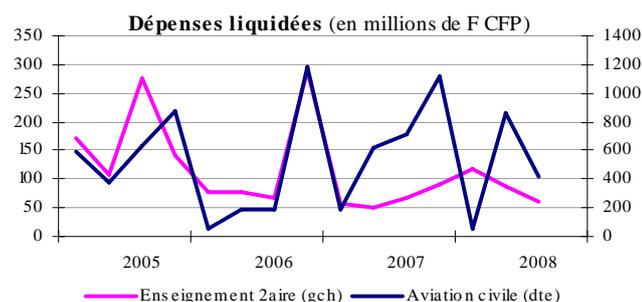
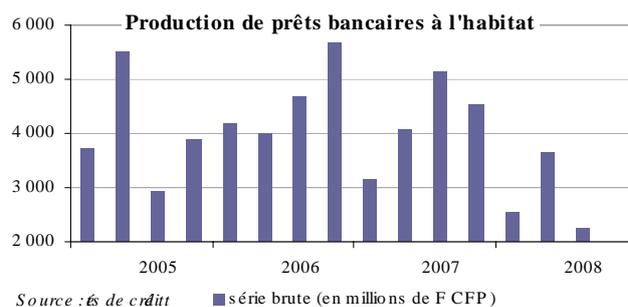
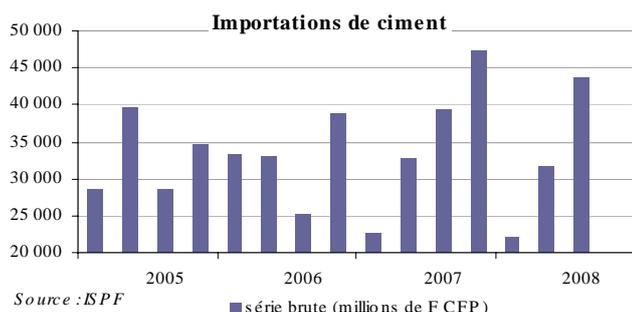
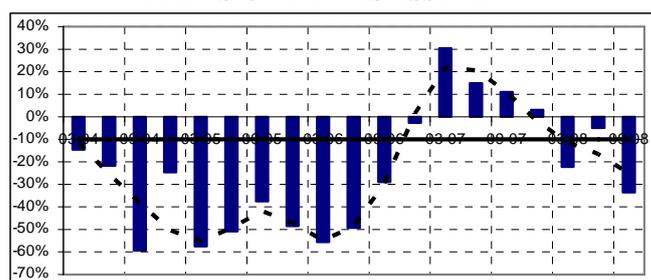
### 2.4.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « bâtiment et travaux publics <sup>1</sup>»

#### Soldes d'opinion au 30 septembre 2008 – CVS



<sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 36 entreprises du secteur du BTP dont 18 ayant répondu.

### PREVISION D'INVESTISSEMENT



#### IMPORTATIONS en tonnes

(Source : ISPF)

Ciment

	T3 07	T2 08	T3 08	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Ciment	39 193	31 814	43 721	37,4%	11,6%

#### DEPENSES PUBLIQUES en millions de F CFP

Dépenses de la Direction de l'équipement

Dépenses de l'enseignement

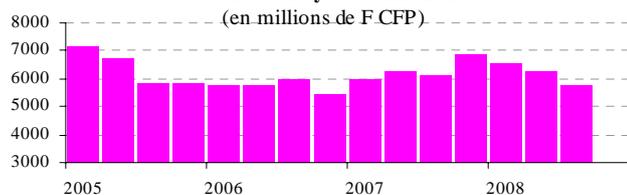
Dépenses du Service de l'aviation civile

	T3 07	T2 08	T3 08	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Dépenses de la Direction de l'équipement	2 723	2 451	1 743	-28,9%	-36,0%
Dépenses de l'enseignement	66	88	62	-29,9%	-6,5%
Dépenses du Service de l'aviation civile	715	859	417	-51,5%	-41,7%

nd : non disponible

#### Crédits à moyen terme BTP

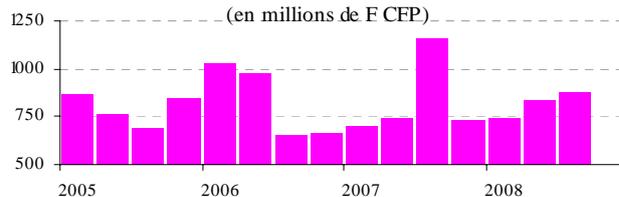
(en millions de F CFP)



Source : IEOM-Service central des risques

#### Créances douteuses BTP

(en millions de F CFP)

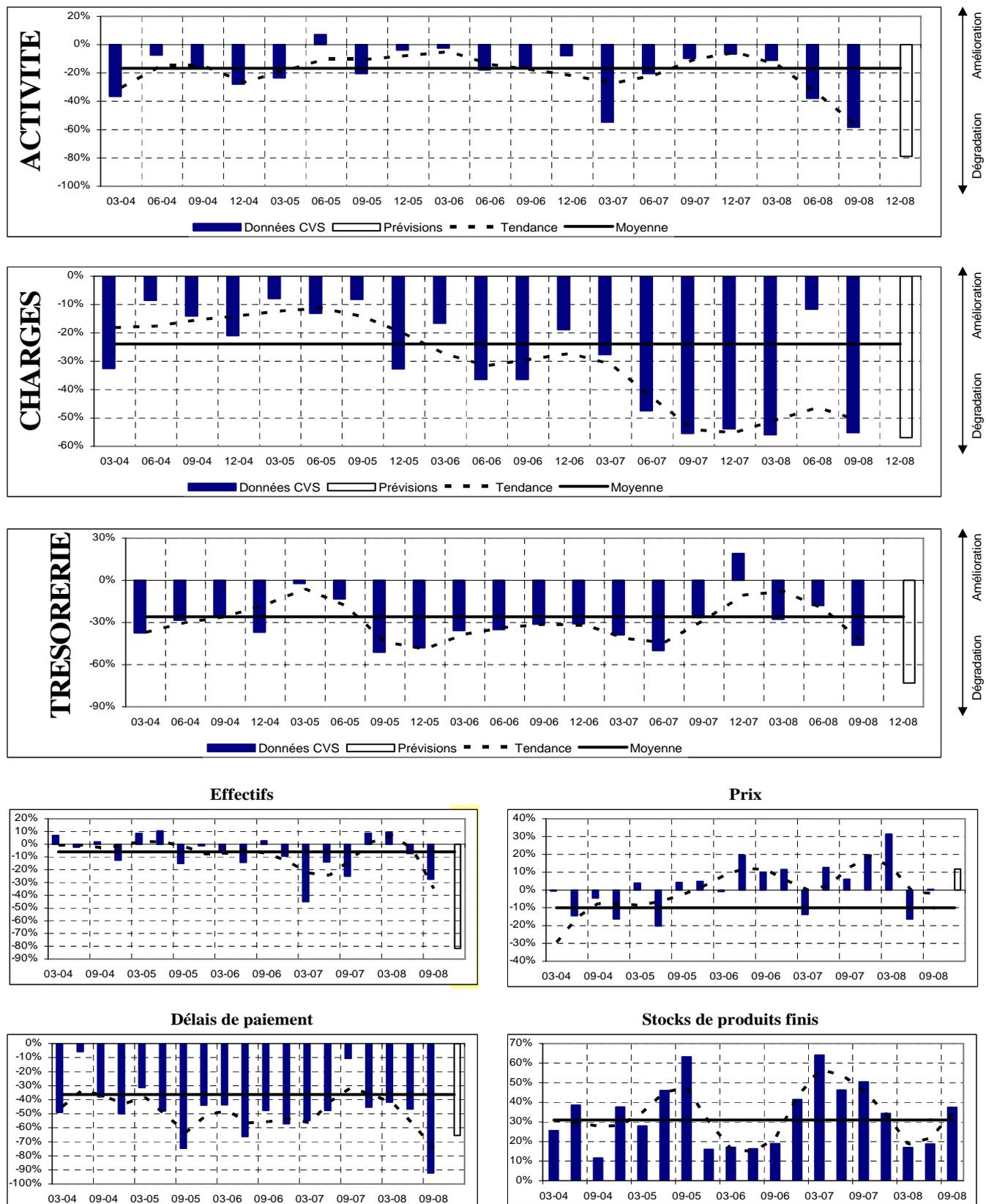


Source : IEOM-Service central des risques

## 2.5 Commerce

### 2.5.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de gros <sup>1</sup> »

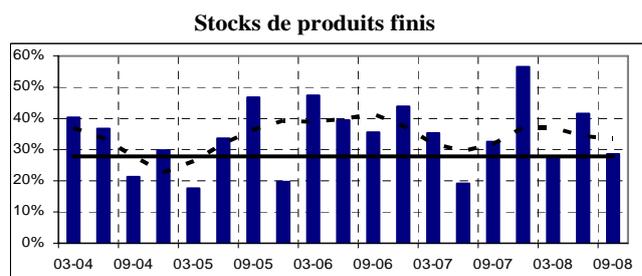
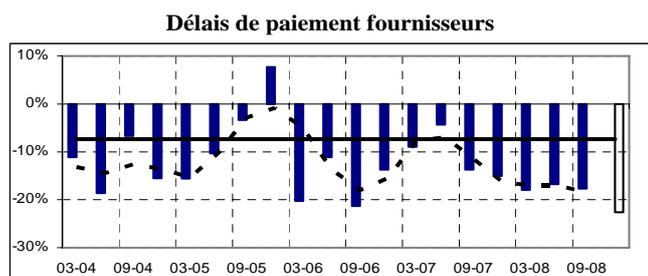
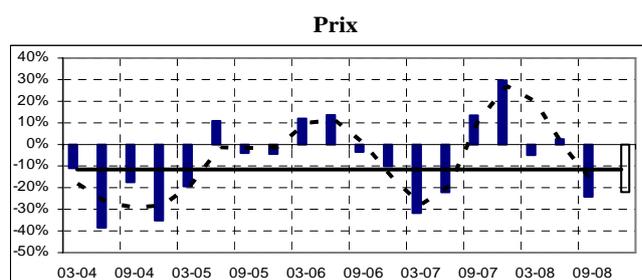
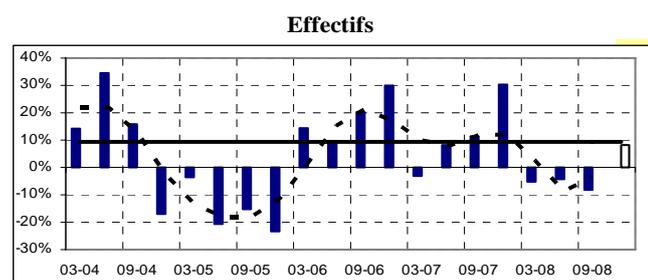
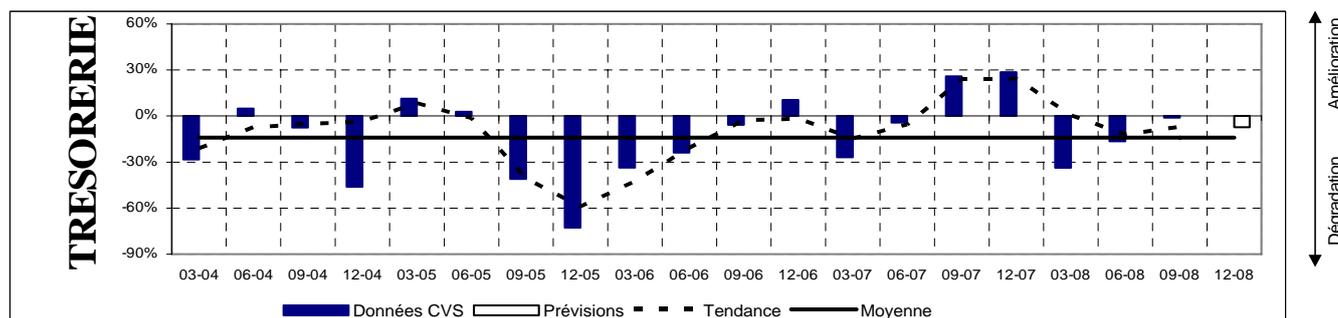
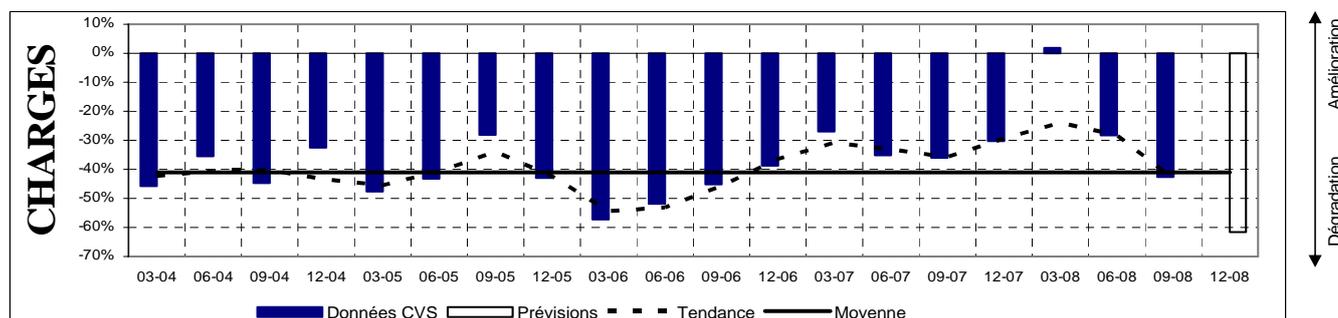
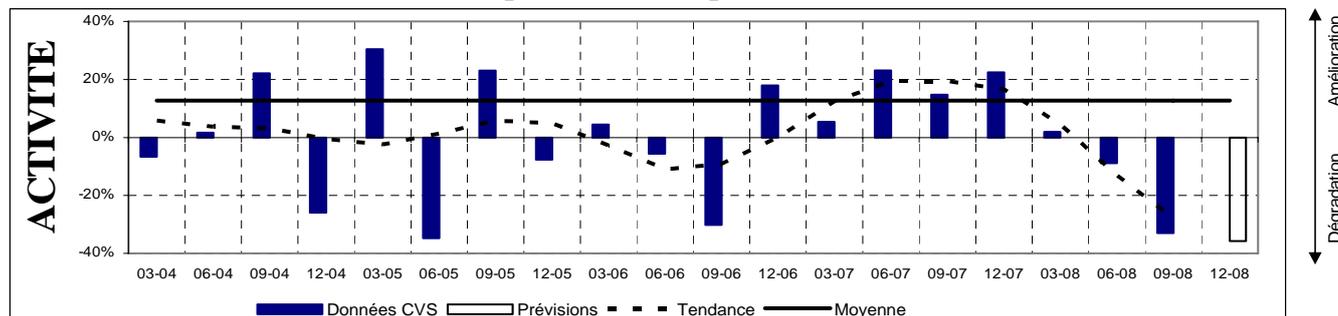
#### Soldes d'opinion au 30 septembre 2008 – CVS



<sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 27 entreprises du secteur du commerce de gros dont 13 ayant répondu.

2.5.2 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de détail <sup>1</sup> »

Soldes d'opinion au 30 septembre 2008 – CVS

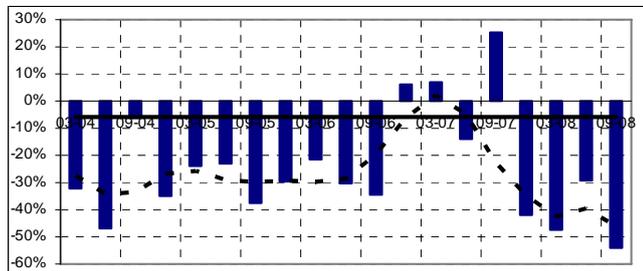


<sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 43 entreprises du commerce de détail dont 21 ayant répondu.

## 2.5 Commerce

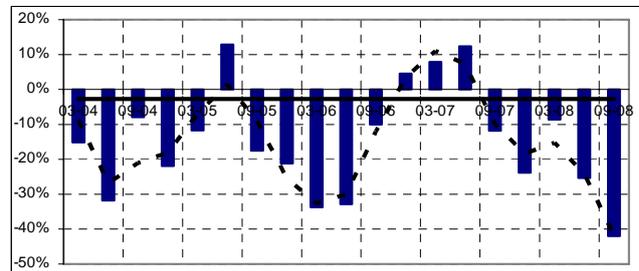
### Commerce de gros

#### PREVISION D'INVESTISSEMENT

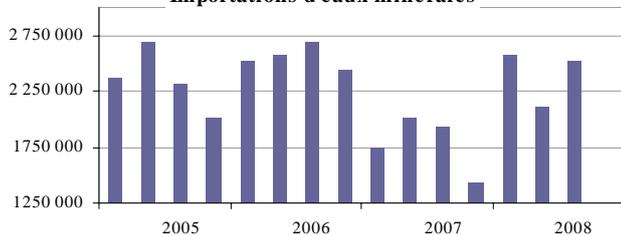


### Commerce de détail

#### PREVISION D'INVESTISSEMENT



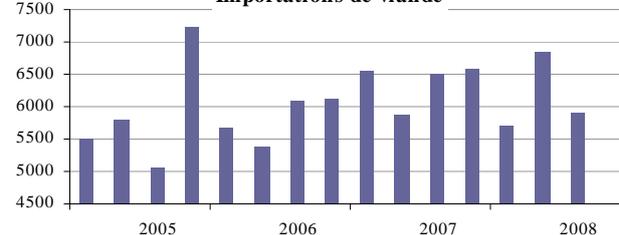
#### Importations d'eaux minérales



Source : ISPF

■ série brute (en litres)

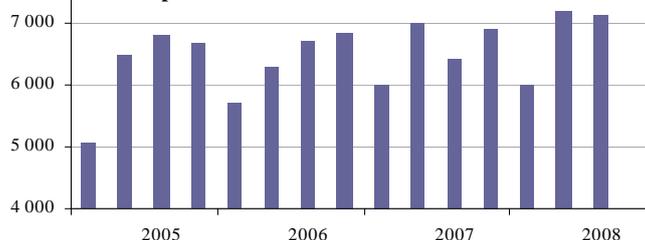
#### Importations de viande



Source : ISPF

■ série brute (en tonnes)

#### Importations de biens de consommation

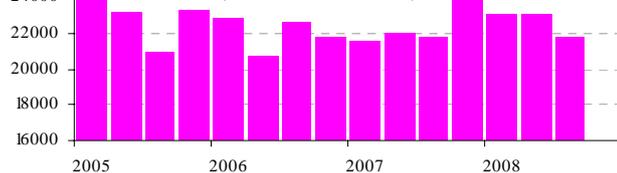


Source : ISPF

■ série brute (en millions de FCFP)

#### Crédits à moyen terme commerce

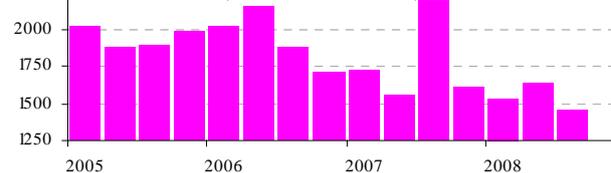
(en millions de F.CFP)



Source : IEOM-Service central des risques

#### Créances douteuses commerce

(en millions de F.CFP)



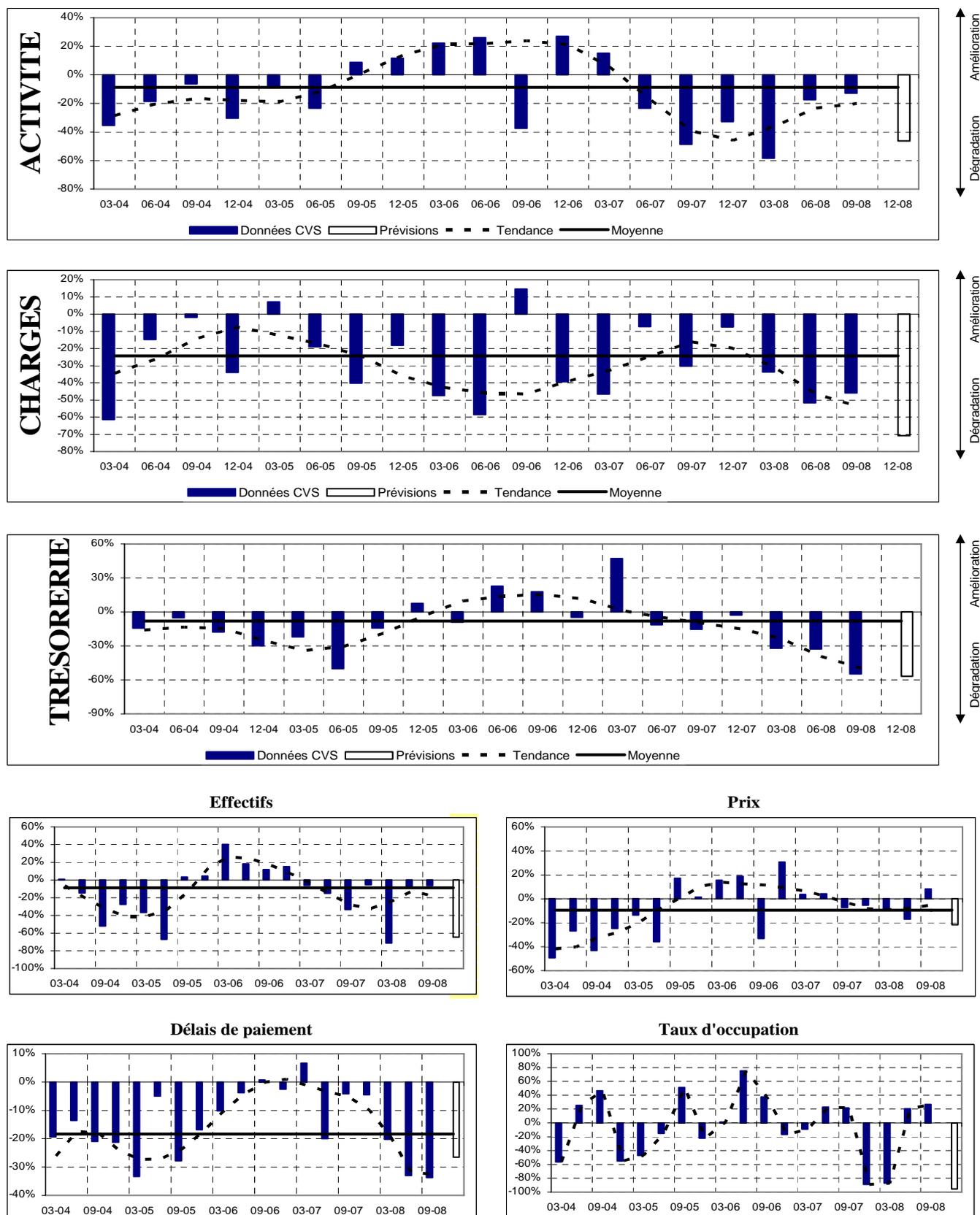
Source : IEOM-Service central des risques



## 2.6 Hôtellerie - tourisme

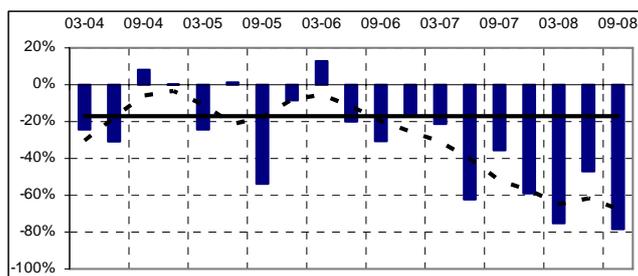
### 2.6.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « hôtellerie et tourisme <sup>1</sup>»

#### Soldes d'opinion au 30 septembre 2008 – CVS



<sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 21 entreprises du tourisme dont 15 ayant répondu.

### PREVISION D'INVESTISSEMENT



### TRAFIC A L'AEROPORT DE TAHITI

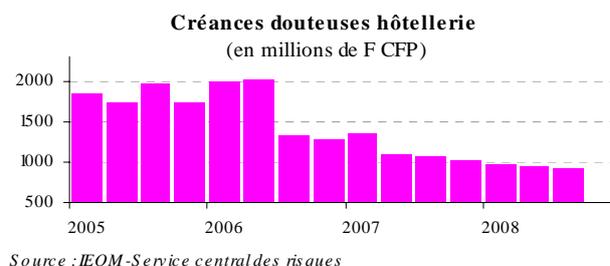
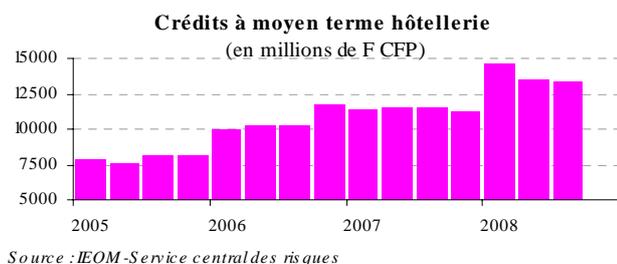
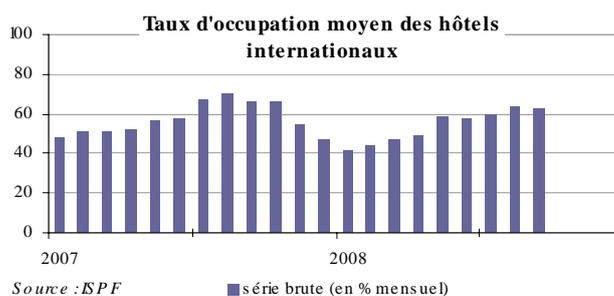
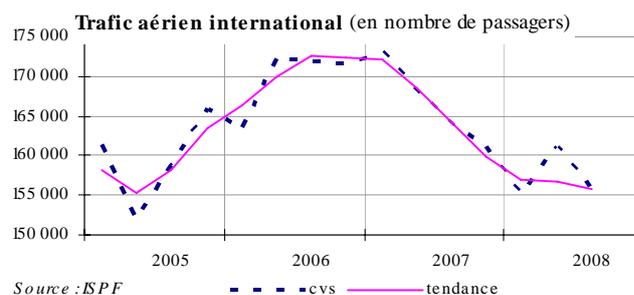
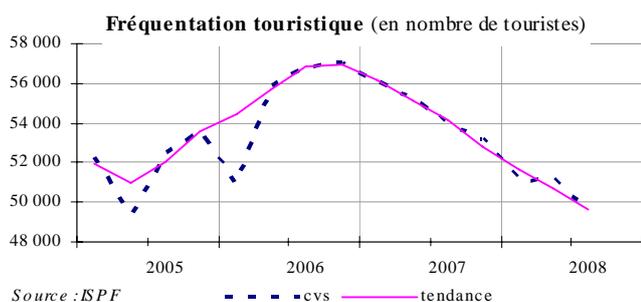
(Source : SEAC)

	T3 07	T2 08	T3 08	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Nombre de passagers	186 176	151 568	176 936	16,7%	-5,0%

### FREQUENTATION TOURISTIQUE

(Source : Ministère du tourisme)

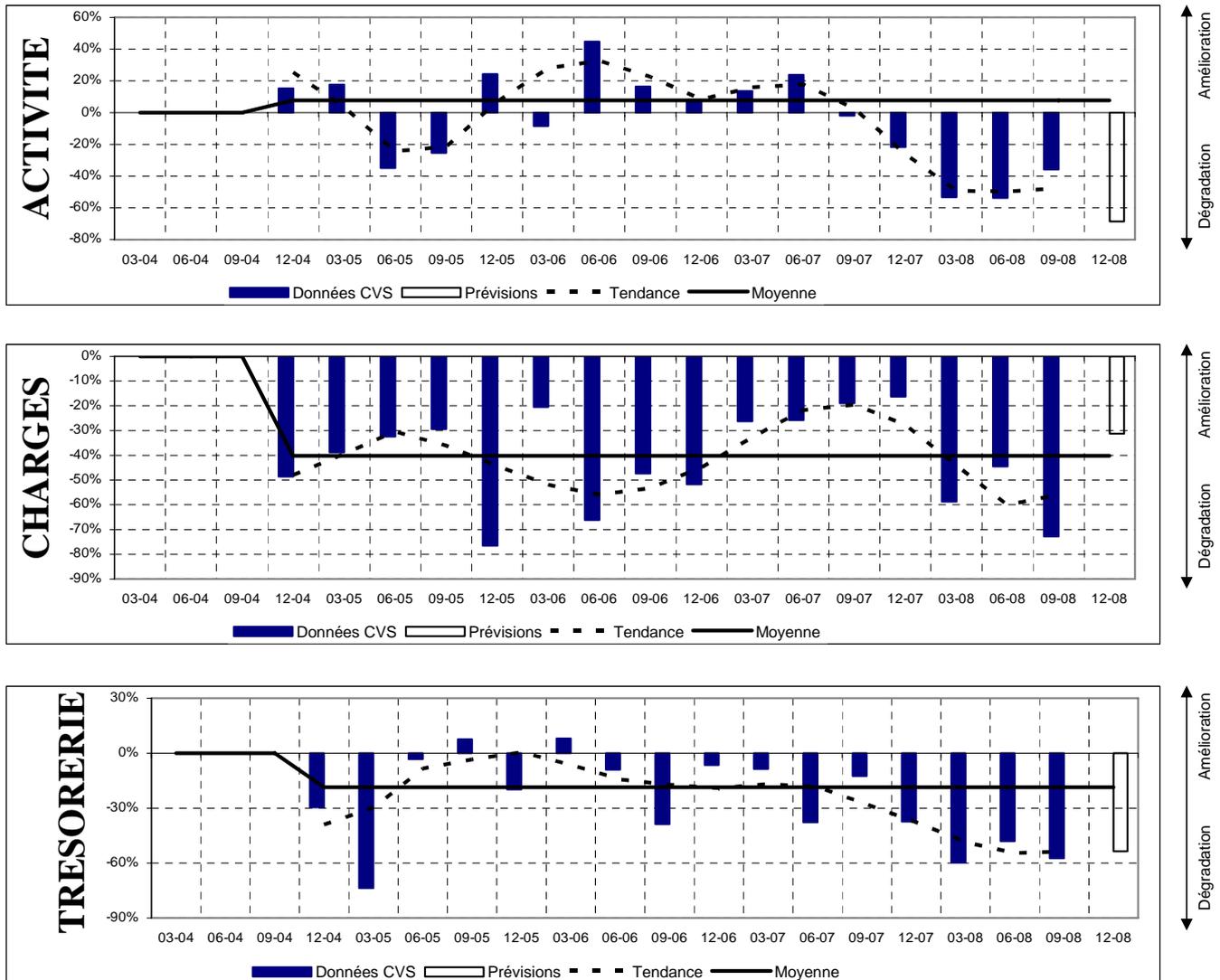
	T3 07	T2 08	T3 08	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Nombre de touristes	60 720	50 010	55 689	11,4%	-8,3%



## 2.7 Services marchands

### 2.7.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « services marchands <sup>1</sup> »

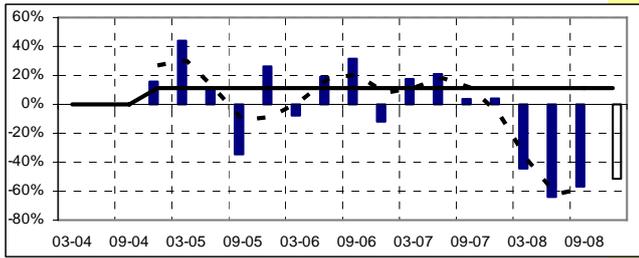
#### Soldes d'opinion au 30 septembre 2008 – CVS



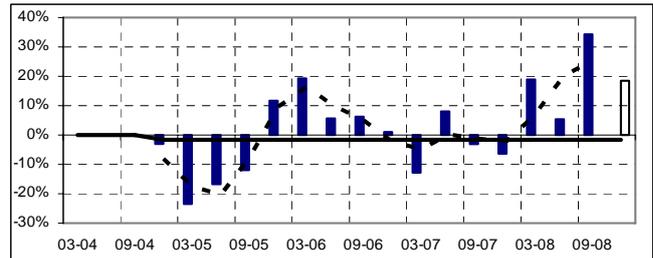
<sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 61 entreprises du secteur « services marchands » dont 31 ayant répondu.

## 2.7 Services marchands

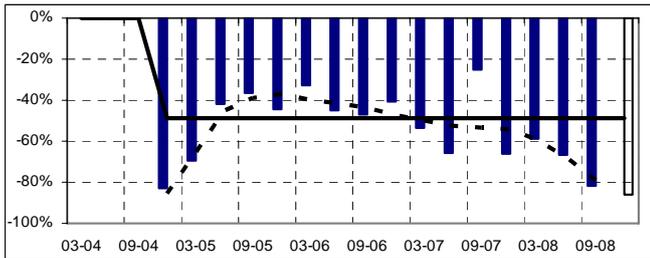
**Effectifs**



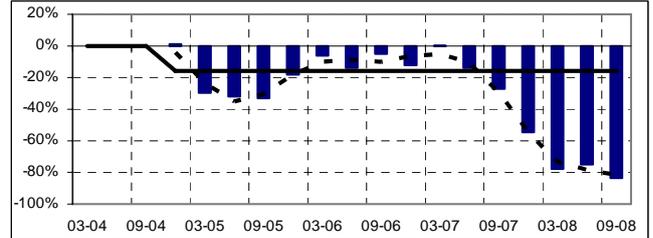
**Prix**



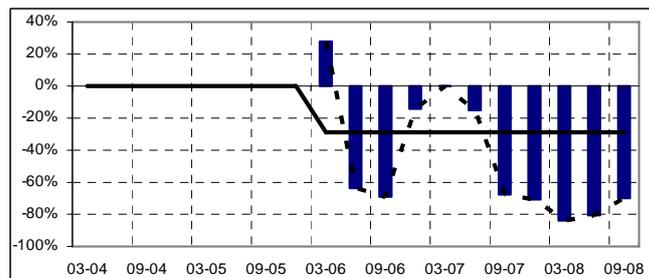
**Délais de paiement**



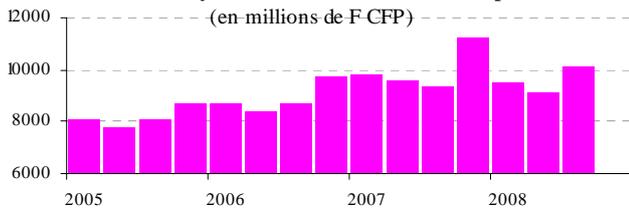
**Carnet de commande**



**PREVISION D'INVESTISSEMENT**

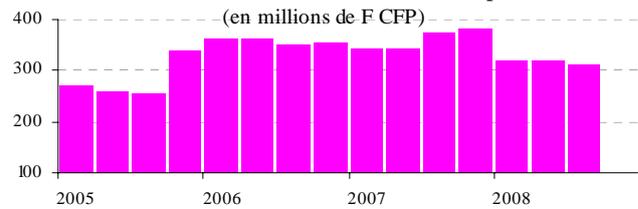


**Crédits à moyen terme services aux entreprises**  
(en millions de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

**Créances douteuses services aux entreprises**  
(en millions de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
Agence de Polynésie française  
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE  
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503

Directeur de la publication : Yves BARROUX  
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN  
Editeur : IEOM - Etablissement public  
Achevé d'imprimer le 21 novembre 2008  
Dépôt légal : 21 novembre 2008 - N° ISSN 0296-3108